

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE DÉLIT D'ATTEINTE AU CRÉDIT DE L'ÉTAT

ÉTUDE CRITIQUE  
DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1924

---

THÈSE DE DROIT CRIMINEL

*Présentée et soutenue le Mercredi 13 novembre 1929, à 2 heures*

PAR

**Maurice AYDALOT**

Diplômé de Sciences pénales  
Avocat stagiaire  
Attaché au Parquet de Clermont-Ferrand

---

*Président :* M. HUGUENEY, *professeur*  
*Suffragants* { MM. DONNEDIEU DE VABRES, *professeur*  
CASSIN, *professeur*

---

PARIS  
JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS  
15, RUE RACINE, 15

1929



THÈSE  
POUR  
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE DÉLIT D'ATTEINTE AU CRÉDIT DE L'ÉTAT

ÉTUDE CRITIQUE  
DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1924

---

THÈSE DE DROIT CRIMINEL

*Présentée et soutenue le Mercredi 13 novembre 1929, à 2 heures*

PAR

**Maurice AYDALOT**

Diplômé de Sciences pénales  
Avocat stagiaire  
Attaché au Parquet de Clermont-Ferrand

---

*Président :* M. HUGUENEY, *professeur*

*Suffragants* { MM. DONNEDIEU DE VABRES, *professeur*  
CASSIN, *professeur*

---

PARIS  
JOUVE & C<sup>ie</sup>, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



# LE DÉLIT D'ATTEINTE AU CRÉDIT DE L'ÉTAT

ÉTUDE CRITIQUE  
DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1924

---

## INTRODUCTION

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LA NOTION D'ATTEINTE AU CRÉDIT DE L'ÉTAT

Le mot crédit vient du verbe latin *credere*, croire. Faire crédit à quelqu'un, c'est croire à sa parole, à ses capacités, à sa solvabilité. Le crédit s'analyse donc en un acte de confiance. C'est une sorte de fiction, car, s'il repose sur des raisons matérielles et s'il réussit à produire des effets de droit, il ne constitue cependant aucune réalité tangible. C'est une résultante de la vie de l'homme en société, il a toujours existé chez les peuples, il est contemporain de l'origine de la société politique chez les hommes et on a pu dire de lui qu'il constitue une sorte de « mutualité sociale ».

Ainsi envisagé nous voyons qu'il peut s'appliquer aux personnes physiques et aux personnes morales. Dans la pratique ce sont même ces dernières qui en

font la plus fréquente, la plus fructueuse et parfois la plus dangereuse application.

On peut dire que le crédit repose sur une double catégorie d'éléments : des éléments matériels et des éléments psychologiques.

Les premiers sont constitués par une couverture purement matérielle ou même morale. J'accorde crédit à la solvabilité de Pierre parce que je sais qu'il possède des immeubles, des capitaux, que son activité lui crée des sources diverses de revenu. Je fais crédit à ses capacités parce que j'ai des preuves passées de son intelligence, de la sûreté de sa technique, de l'efficacité de son action. Je crois à sa parole parce que je sais qu'il a toujours tenu ses engagements. Même, dans ces derniers cas, si impalpable qu'elle soit, la raison du crédit que je lui accorde constitue bien un élément matériel : j'ai la preuve matérielle de son aptitude, de son intégrité.

L'élément psychologique a un substratum plus mouvant. Il est constitué par ces impondérables qui font et défont la réputation d'un homme, d'une maison. Il dépend de raisons extrinsèques et repose sur l'instinct de crédibilité, dans lequel le moine philosophe Roger Bacon voyait déjà au XIII<sup>e</sup> siècle le moteur le plus puissant des actions humaines, sur les réactions de notre esprit en face d'événements extérieurs. Je retire mon argent de la Banque X de Bort, parce que j'ai lu dans les journaux le krach de la banque Y de Carpentras et que ce fait m'a enlevé toute confiance dans les petites banques privées. Je refuse désormais tout crédit à la banque Z,

parce que j'ai entendu dire que son Directeur se livrait à des opérations financières hasardeuses.

Nous voyons donc que le crédit est chose essentiellement précaire. Tel qui a aujourd'hui la confiance de toute une population peut demain être discrédité à jamais. Il en est ainsi de l'Etat plus encore que des particuliers.

Car l'Etat moderne a un crédit et a besoin de crédit. Il n'en a pas toujours été ainsi et pendant de longs siècles on ignora ce qu'est le crédit public. Il se confondait alors avec le crédit en la personne du roi, chef de l'Etat. La personnalité du roi absorbait tous les besoins publics : le trésor du roi était le trésor public, et à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle Sully cherchait à en constituer un pour le roi, afin de lui permettre de faire la guerre aux ennemis intérieurs et extérieurs de la puissance royale et de retirer de ces expéditions gloire et profit.

Il en est de même du crédit. Après avoir usé de tous les expédients possibles, les rois de France faisaient appel à l'emprunt, mais ce n'était pas l'Etat qui empruntait, c'était le roi, ce n'était pas à l'Etat que l'on faisait crédit, c'était au roi. Le roi donnait sa parole, sa parole royale, que l'intérêt promis serait régulièrement versé et que les prêteurs seraient intégralement remboursés. C'était le *verbum regium*. Mais les besoins se faisant de plus en plus pressants les emprunts royaux se succédaient à un rythme de plus en plus accéléré et les remboursements se faisaient rares. Aussi il advint du *verbum regium* ce qu'en tous les temps il advient des choses gaspillées ; la royale parole n'eut pas plus

de valeur que le franc démocratique en période d'inflation. Les prêteurs exigèrent des sûretés. Le roi commença par gager les bijoux de la couronne. Cela ne suffisant pas, il alla jusqu'à donner en gage un de ses enfants, voire même l'Archevêque de Cantorbéry (1).

Cependant, suivant une évolution parallèle à celle de la notion d'Etat, le crédit public se fortifia au détriment de celui du roi, ou, plus exactement, il y eut extension à l'Etat du crédit du roi. Nous en voyons la preuve dans ce fait que l'Etat est ébranlé par la chute de son crédit ; on le vit pour la première fois au moment des désastreuses opérations du financier Law. La crise qui suivit cette débâcle fut très violente. La cause initiale de la Révolution est une crise financière sans précédent. Personne n'avait plus confiance dans la parole royale, sur les gages les hypothèques s'accumulaient, et, quand le crédit fut tout à fait mort, il entraîna avec lui l'Etat royal.

Sous la Révolution, la notion du Crédit public achève de se préciser. Mirabeau fait reconnaître la dette publique inviolable et sacrée, déclaration de principe évidemment, mais qui a une grande importance.

Aujourd'hui personne ne songe plus à nier l'existence d'un crédit de l'Etat, distinct de celui des gouvernants. Comme celui des particuliers, à la fois réel et personnel, il consiste dans la confiance dont jouit un gouvernement pour le paiement des intérêts de sa dette et pour le service de ses emprunts.

1. Rapporté par Gaston Jèze, *Science des Finances*. La technique du crédit public, 1923-1926.

Par son double caractère réel et personnel, nous voyons qu'il peut être sujet à une double catégorie d'atteintes, les unes visant le gage matériel qui le constitue, les autres cherchant à diminuer la confiance qui en est le moteur.

Les atteintes à la réalité du crédit se produisent quand diminue l'élément matériel que nous avons défini plus haut. L'Etat a dans les caves de sa banque d'émission une encaisse métallique de six milliards ; si, pour une cause quelconque, cette encaisse tombe à quatre milliards, le crédit de l'Etat diminue mathématiquement dans la proportion de  $\frac{6-4}{6}$ , soit d'un tiers.

Mais les atteintes de ce genre ne peuvent résulter que du fait des gouvernants, des administrateurs financiers de l'Etat. Ceux-ci, en distrayant de leur destination naturelle l'ensemble des sûretés qui gagent le crédit public, lui portent une atteinte fâcheuse dans la même mesure. Ces atteintes restent fatalement en dehors de l'action du législateur, puisqu'elles émanent souvent de lui-même.

Par son caractère personnel, le crédit en général, et celui de l'Etat tout particulièrement, peut être facilement diminué. Le crédit s'accorde *intuitu personae*. Disparue la personnalité de l'emprunteur, mort le crédit. Cette idée nous montre combien le crédit d'un Etat est chose fragile. On souscrit volontiers à un emprunt, parce qu'à ce moment-là ce sont des amis politiques qui occupent le pouvoir. Que le jeu des institutions parlementaires les forcent à céder la place à des adver-

saires et l'on est tenté de courir aux guichets pour se faire rembourser. Que la politique financière du gouvernement vous paraisse détestable, le crédit qu'il vous inspirait a vite fait de disparaître. Il est cependant un cas où, par un fait unique, l'Etat réussit à imposer du crédit, c'est lorsqu'en temps de crise les gages sont devenus inférieurs aux sommes empruntées. Nous en avons eu un exemple en 1914. L'Etat n'aurait pas été en mesure de répondre à sa signature si tous les porteurs de billets de banque et d'effets émis par lui avaient réclamé la contre-partie en or de ces billets. Il a imposé le cours forcé qu'on pourrait appeler plus exactement le crédit (ou la confiance) forcé. C'est le fait du prince.

Le cours forcé maintient au papier monnaie sa valeur nominale, mais sa valeur réelle varie par rapport à l'or et aux devises des pays à change non déprécié. L'institution du cours forcé, par le seul fait qu'elle avoue l'infériorité du gage or de l'Etat par rapport à la masse de billets qu'il émet, ne peut que diminuer le crédit de l'Etat.

Nous voyons donc que par suite de l'existence d'un élément psychologique dans la formation du crédit, celui-ci peut être atteint de multiples manières. Répandre dans le public le bruit d'une guerre imminente, l'annonce d'une crise économique, peut suffire pour toucher gravement le crédit public. L'Etat a donc le devoir de chercher à protéger son crédit. Comment peut-il y arriver ? Le législateur pourrait déclarer punissable quiconque porte atteinte au crédit public. Mais les termes de l'incrimination seraient beaucoup

trop vagues pour qu'elle fût efficace. On peut même dire qu'au hasard d'une conversation n'importe qui risquerait de tomber sous le coup de la loi. Lequel d'entre nous, en effet, n'a prévu la chute d'un ministère et ses conséquences fatales, de mauvaises élections et l'avenir fâcheux qu'elles ouvrent. Ce n'est pas ce résultat qui doit être atteint. La répression doit être limitée à certains agissements précis. C'est là que réside la difficulté. Quels actes convient-il donc de réprimer, et pourquoi ceux-là et pas d'autres ? Il s'agit de rédiger un texte à la fois assez précis pour que les délinquants ne puissent lui échapper, et assez souple, pour que la répression ne risque pas d'être éternuée.

Dans cette étude, nous verrons que le législateur français est resté longtemps sans édicter un texte spécial. On se fiait à des lois, qui ne présentaient pas une analogie parfaite, pour punir ceux qui portaient atteinte au crédit public. En fait, ceux-ci réussissaient toujours à échapper aux rigueurs pénales. Ce n'est qu'au moment de l'après-guerre où la crise financière menaçait de paralyser la vie de la nation que l'on s'est décidé à frapper plus énergiquement les démarcheurs qui se répandaient dans les campagnes pour décrier les effets publics.

Nous allons voir comment on est arrivé au vote de cette loi, quelles pénalités elle édicte et quelle application elle a reçue de la jurisprudence. Il ne nous restera plus qu'à en signaler les lacunes et les difficultés d'interprétation avant d'émettre le vœu que le législateur, revenant sur la loi de 1924, apporte un texte à la fois plus large et plus précis.

CHAPITRE II

**LES TEXTES LÉGISLATIFS EN VIGUEUR  
AVANT LE VOTE  
DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1924**

La législation antérieure à 1924 présentait de « regrettables lacunes » suivant l'expression du sénateur Guillaume Poulle, rapporteur de la commission de Législation civile et criminelle (1), en ce qui concerne la défense du crédit de l'Etat français. Les Parquets n'avaient en effet à leur disposition que trois textes également inopérants. L'article 27 de la loi du 29 juillet 1881, les articles 419 et 420 du Code pénal, et la loi du 3 février 1893.

La loi du 29 juillet 1881, qui réglemente la liberté de la presse, édicte dans son article 27 que « la publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque la publication aura troublé la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi ». Il ressort de la lecture seule de ce texte qu'il offre bien peu de ressources pour la répression des atteintes au crédit de l'Etat : il ne vise

1. Rapport fait au nom de la Commission de Législation civile et criminelle du Sénat, par M. Guillaume Poulle. Sénat. Doc. Parl., 1924. Annexe n° 28, page 16.

que les infractions commises par la voie de la presse, et encore la plupart des atteintes au Crédit de l'Etat ne rentrent-elles pas dans les moyens indiqués par ce texte. En effet nous verrons dans le cours de cette étude que l'affiche ou l'article de journal a fourni peu de sujets de poursuites, car les principales atteintes relevées contre le Crédit de l'Etat consistent surtout dans les visites domiciliaires de prospecteurs habiles à dresser un tableau poussé au noir de l'avenir des fonds d'Etat.

De plus, cet article 27 de la loi du 29 juillet 1884 ajoute que, pour tomber sous le coup de la loi, cette publication devra être de nature à troubler la paix publique. Or, cette notion de trouble de la paix publique reste très vague, malgré une circulaire du ministère de la Justice qui tente cette tâche malaisée de préciser le sens de cette expression : « Le trouble apporté à la paix publique doit s'entendre non seulement d'un trouble matériel, d'une émeute, d'une rixe, d'un désordre de la rue, mais encore d'un trouble moral assez profond pour impressionner gravement l'esprit public et pour s'accuser par certains faits extérieurs : fuite des habitants d'une commune effrayés par la fausse nouvelle d'un crime, arrêt des transactions, baisse de fonds publics. »

Enfin dans les cas prévus par l'article 27, la compétence prévue est celle de la Cour d'Assises. Or nul n'ignore que l'appareil de la justice populaire, pour être plus majestueux, n'en est que plus lent à se mouvoir. L'instruction d'une affaire relevant de la Cour d'assises, même rapidement menée, dure bien près de trois

mois. Or, en matière d'atteintes au Crédit de l'Etat, la nécessité de frapper vite s'impose. Pour arrêter une campagne contre les effets publics, il faut riposter par des condamnations rapides propagées heureusement par la publicité de la grande presse. A ce prix seulement on peut redonner aux porteurs d'effets publics la confiance nécessaire pour fermer les oreilles aux tableaux successivement pessimistes et enchanteurs de prospecteurs intéressés, et ainsi restaurer le crédit ébranlé de l'Etat. La lente procédure de la Cour d'assises est incapable d'accomplir cette tâche. Il vaut donc mieux réserver à ces affaires la compétence correctionnelle.

Pour toutes ces raisons, la loi de 1881 se révélait inefficace à réprimer les atteintes au Crédit de l'Etat.

La seconde série de mesures qui, avant le vote de la loi du 12 février 1924, n'offrait qu'une maigre défense au crédit ébranlé de l'Etat, consistait dans l'application des articles 419 et 420 du Code Pénal.

Art. 419. — « Tous ceux qui par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, par des suroffres faites au prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou des moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou des papiers et effets publics au dessus et au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du com-

merce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

Art. 420. — « La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de mille francs à vingt mille francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson. La mise en surveillance qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus. »

Comme l'indique la lecture de ces textes, ils ne s'appliquent que d'une manière très indirecte aux atteintes au Crédit de l'Etat. Ils visent principalement les coalitions et les accaparements et ce n'est qu'accidentellement en quelque sorte que le législateur de 1810 parle de « ... hausse ou de baisse du prix du papier et des effets publics ». De plus, ainsi que l'a fait remarquer M. Guillaume Poulle, rapporteur du projet de loi au Sénat : « Chaque fois qu'il a été nécessaire d'atteindre des faits qui semblaient prévus et réprimés par les articles 419 et 420 du Code pénal, depuis 1914 notamment, on a dû créer une législation spéciale après avoir constaté l'insuffisance des articles 419 et 420 (1). »

En outre les articles 419 et 420 du Code pénal ne punissent que le délit consommé ; or, en matière d'at-

1. Sénat. Débats Parl. Séance du 29 janvier 1924. *Journal Officiel*, p. 63.

teinte au crédit public, les actes qui constituent le commencement d'exécution, les sombres tableaux dressés de la situation financière du pays, la perspective de charges fiscales accablantes, opposés au mirage des superphosphates du Kamtchatka ou des renards argentés, ces actes-là sont précisément ce qui risque de tuer le crédit public. Un texte qui laisse impunie la tentative est donc parfaitement inopérant.

Restait enfin la loi du 3 février 1893. Cette loi qui ne comprend que deux articles, se présente modestement comme « tendant à compléter les articles 419 et 420 du Code pénal ».

Art. 1<sup>er</sup>. — « Sera puni des peines prévues par l'article 420 du Code pénal quiconque, par des faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à faire leurs versements dans les caisses publiques ».

Art. 2. — « L'article 463 est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi ».

Une double constatation s'impose à la lecture de ces textes : d'une part, ils sont trop spécialisés, puisqu'ils ne sont destinés à réprimer que les manœuvres tendant à faire sortir des Caisses d'Epargne les sommes qui s'y trouvent (or ce ne sont là qu'atteintes bénignes au crédit public), d'autre part, ils édictent des peines trop légères qui par l'effet des circonstances atténuantes, que l'article 2 permet de faire jouer en faveur des prévenus, risquent de devenir dérisoires.

Nous voyons donc que jusqu'en 1924 les Parquets se trouvaient à peu près complètement désarmés pour défendre le crédit de l'Etat. Il était urgent que le législateur intervînt.

### CHAPITRE III

#### LE VOTE DE LA LOI DU 12 FÉVRIER 1924

Le crédit en la solvabilité de l'Etat apparaissait, dans les premières semaines de l'année 1924, comme assez faible aux yeux de certaines personnes. Le franc était sérieusement déprécié, la livre sterling oscillait autour de quatre-vingt-dix francs (heureuse époque cependant du franc à cinq sous que l'on ne pouvait qu'envier aux jours tragiques de juillet 1926 !), on était à peu de mois des élections législatives et déjà les critiques se faisaient très vives contre la gestion financière des ministres du Bloc National. Tout cela contribuait à donner au pays l'impression qu'une crise se préparait et qu'en tous cas la situation politique et financière, — les deux trop souvent vont de pair, — était précaire. Cette atmosphère de fièvre favorisait singulièrement la tâche des démarcheurs qui allaient dans les campagnes répétant aux porteurs de devises et effets publics leurs pernicious conseils : « Voyez comme l'horizon s'est obscurci, le franc ne vaut plus que cinq sous, regardez la baisse catastrophique des fonds d'Etat : le 3 % amortissable (le sera-t-il jamais ?) est à 65 francs, le 4 % à 54 francs et le vieux perpétuel, les 100 francs que votre aïeul,

père de famille qui se croyait prévoyant sous l'Empire, prêta au gouvernement à une époque plus calme, ne valent plus que 52 francs ! A quoi bon alourdir vos bas de laine de devises dépréciées, à quoi bon gonfler vos portefeuilles de valeurs improductives... Achetez plutôt le Franc suisse, la Livre fructueuse ou bien le Dollar-roi ! Troquez vos fonds d'État contre des valeurs industrielles qui vous rapporteront un intérêt double ou triple et qui, loin de baisser, provoqueront plutôt une plus-value de votre patrimoine ! »

Ces conseils habilement colportés étaient si séduisants que souvent l'effet ne tardait pas à se faire sentir.

Contre ces tentatives les Parquets étaient impuissants et le besoin d'une répression apparaissait à ce point nécessaire que le gouvernement se décida à agir.

Le 17 janvier 1924, M. Maurice Colrat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, déposait sur le bureau du Sénat, au nom de M. de Lasteyrie, ministre des Finances, et au sien, un projet de loi ayant pour objet de compléter la loi du 3 février 1893, et demandait l'urgence (1). Dans un très bref exposé des motifs, le gouvernement signalait la nécessité d'édicter des dispositions pénales contre ceux qui « par des faits faux, ou calomnieux semés à dessein dans le public, ou par des voies et moyens frauduleux quelconques » cherchent à provoquer le retrait de fonds des caisses publiques, ainsi que ceux qui, par leurs attaques contre nos devises

1. *Journal Officiel*, Déb. Parl., 1924. Sénat, p. 30. Séance du 17 janvier 1924. Pour le projet et l'exposé des motifs, voir *Journal Officiel*. Doc. Parl., 1924, p. 174.

et effets publics, risquent d'ébranler le crédit de l'Etat. »

Le projet de loi appliquait aux individus, qui se seraient rendus coupables de tels faits les peines prévues par les articles 419 et 420 du Code pénal.

Le même jour, le sénateur Guillaume Poulle, déposait son rapport au nom de la Commission de Législation (1). Il demandait à la Haute-Assemblée de modifier le taux des amendes, de compléter la disposition concernant la récidive, de déclarer abrogée la loi du 3 février 1893 et de déclarer la loi nouvelle applicable à l'Algérie, aux colonies et aux protectorats.

La discussion publique eut lieu au Sénat le 29 janvier 1924 (2). Elle fut fort brève. M. G. Poulle, après avoir montré l'inefficacité de la législation existante, défendit les modifications qu'il avait fait subir au texte gouvernemental : condamnation même sans emploi de moyens frauduleux (art. 2), aggravation résultant des moyens employés, mesures spéciales à l'encontre des étrangers. Le sénateur Morand ayant demandé quelle serait la juridiction saisie si le délit est commis par la voie de la presse le ministre et le rapporteur répondirent que le délit serait toujours de la connaissance des juges correctionnels.

Le projet de loi voté par le Sénat fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés le 5 février 1924 (3) et le même jour M. Raynaldy déposait le rapport qu'il

1. *Journal Officiel*, Doc. Parl., mai 1924, p. 16.

2. *Journal officiel*, Déb. Parl., 1924. Sénat, p. 62 et suiv., séance du 29 janvier 1924.

3. *Journal officiel*, 1924. Doc. Parl., Chambre, mai 1924, p. 304.

avait fait au nom de la Commission de législation civile ou criminelle (1). Le rapporteur reprenant les arguments de son collègue du Sénat, justifiait le vote de la loi et la sévérité des mesures envisagées.

La Chambre ne fit même pas au projet les honneurs d'une discussion et il fut adopté sans débat (2) le 11 février 1924.

Le texte définitif parut au *Journal officiel* du lendemain sous le nom de « loi remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat ».

En voici le texte...

**Loi remplaçant la loi du 3 février 1893  
et réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.**

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté.

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sera puni de trois mois à trois ans de prison et d'une amende de mille francs (1.000 fr.) à vingt mille francs (20.000 fr.) quiconque, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

1. *Journal officiel*, Doc. Parl., mai 1924. Chambre I, annexe n° 7093, p. 304.

2. *Journal officiel*, Déb. Parl., 1924. Chambre, p. 622.

Art. 2. — Sera puni de six mois à trois ans de prison et d'une amende de cinq mille francs (5.000 fr.) à cinquante mille francs (50.000 fr.) quiconque aura, même sans emploi de moyens frauduleux :

1° Opéré ou tenté d'opérer la baisse des devises nationales dans un but de spéculation ;

2° Provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription, dans un but de dépréciation ;

Art. 3. — La peine sera de un an à cinq ans de prison et d'une amende de dix mille francs (10.000 fr.) à cent mille francs (100.000 fr.) si les agissements définis à l'article précédent ont été accompagnés ou de faits faux ou calomnieux semés à dessein dans le public, ou de voies ou moyens frauduleux quelconques.

Art. 4. — Dans tous les cas prévus à la présente loi, lorsque le délinquant sera un étranger, la juridiction saisie prononcera en outre l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français. Au cas où cet étranger, malgré cette interdiction, rentrerait sur le territoire français, il sera condamné à une peine de trois mois à un an de prison et à une amende de mille francs (1.000 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.). A l'expiration de sa peine il sera reconduit à la frontière.

Art. 5. — L'article 463 du Code pénal sera applicable, sauf lorsqu'il s'agira d'un délinquant déjà condamné pour l'un des délits prévus ou réprimés par la présente loi et reconnu coupable à nouveau de l'un des délits prévus et réprimés par celle-ci ; dans ce dernier cas, le sursis à l'exé-

cution de la peine prévu par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 26 mars 1891 sera également inapplicable.

Art. 6. — La loi du 3 février 1893 tendant à compléter les articles 419 et 420 du Code pénal est abrogée.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie, aux Colonies et aux pays de Protectorat.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 12 février 1924.

Alexandre MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*

Maurice COLRAT

*Le Ministre des Finances,*

Ch. DE LASTEYRIE.

# PREMIÈRE PARTIE

## ÉCONOMIE GÉNÉRALE DE LA LOI

---

### CHAPITRE PREMIER

#### LES ÉLÉMENTS DE L'INCRIMINATION

Nous avons vu précédemment que la loi du 12 février 1924 avait un triple objet : protéger les caisses d'épargne, les devises nationales et la vente des titres de rente ou effets publics. Dans chacune de ces hypothèses nous allons étudier successivement les éléments de l'incrimination.

#### *SECTION I*

##### **Retrait des fonds des caisses publiques.**

L'article 1<sup>er</sup> de la loi reproduit exactement (sauf en ce qui concerne la répression) l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 3 février 1893. La cause en est dans ce fait que la nouvelle loi complétant et remplaçant l'ancienne (l'article 6 stipule même expressément que la loi de 1893 est abrogée), il était nécessaire de rappeler le but de celle-ci

Le délit est constitué par la réunion de 3 éléments.  
Il faut :

1<sup>o</sup> *Des faits faux ou calomnieux.* — Qu'entend-on par faits faux ou calomnieux ? Ce sera par exemple l'annonce que les caisses d'épargne vont baisser le taux de l'intérêt qu'elles servent aux déposants, qu'elles vont baisser la limite des dépôts qu'elles reçoivent ou bien que les déposants ne pourront retirer intégralement leurs dépôts, alors qu'aucune de ces mesures n'aura été sérieusement envisagée.

Ces fait pourront être faux, c'est-à-dire simplement contraires à la vérité, ou calomnieux, c'est-à-dire, d'après M. Garçon (1), faussement imputés à une personne.

2<sup>o</sup> *Semés à dessein dans le public.* — Il ne suffirait pas de prouver qu'un prévenu a répandu le bruit connaissant sa fausseté et que ce bruit a eu pour effet de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques, il faut qu'il ait agi dans le but de produire ce résultat, à dessein. Nous voyons ici apparaître la fameuse notion de *dolus specialis* sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Le délit peut être également caractérisé si, au lieu de la réunion de ces deux éléments, on trouve l'emploi de *voies ou moyens frauduleux quelconques*. Cette expression est beaucoup trop générale pour qu'on puisse

1. Voir Garçon, Code pénal annoté, t. II, p. 183. Dissertation sous art. 419 et 420, n<sup>os</sup> 30 et suiv.

définir avec exactitude en quoi consistent ces voies et moyens frauduleux. C'est d'ailleurs volontairement que le législateur a employé des termes aussi vagues, afin de montrer clairement sa volonté et punir tous ceux qui entravent le fonctionnement régulier des caisses d'épargne.

3° Ces agissements devront avoir eu pour résultat voulu par leur auteur de *provoquer ou tenter de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.*

Quels sont ces caisses publiques ou ces établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques ? Nous voyons, les caisses d'épargne, les trésoreries générales, les recettes particulières des finances, les perceptions, ainsi qu'un certain nombre d'établissements qui dans certains cas (notamment au moment des souscriptions d'emprunts, de versements à la contribution volontaire...) servent d'intermédiaires entre les caisses publiques et le public : études de notaire, établissements privés de crédit, bureaux de postes...

## SECTION II

### **Baisse des devises nationales.**

L'article 2 de la loi établit des pénalités contre ceux qui, paragraphe 1, opèrent ou tentent d'opérer la baisse des devises nationales, dans un but de spéculation, même sans emploi de moyens frauduleux.

Nous voyons qu'ici le délit est constitué par la réunion de deux éléments, un élément matériel : la baisse des devises nationales, un élément intellectuel ou volitionnel ; le but de spéculation. Etudions successivement ces deux éléments :

1<sup>o</sup> *Baisse des devises nationales.* — Ici encore la loi punit la simple tentative, il suffit que l'auteur ait tenté d'opérer la baisse des devises nationales.

Que signifient ces termes : devises nationales ?

En Economie politique, on désigne sous le nom de devise l'ensemble des effets de commerce payable sur une même place. Ainsi dans le classement du portefeuille des « effets à recevoir » d'un banquier, on place les effets par devise, ceux sur Londres, sur Amsterdam, etc... On dit : la devise Amsterdam, la devise Londres. Appliqué à l'Economie nationale, le mot devise a un sens beaucoup plus restreint, il désigne l'unité monétaire d'un pays considérée du point de vue de sa parité avec les unités monétaires des autres pays. Ainsi, avant la récente stabilisation, la parité de la livre sterling et du franc s'établissait à une livre pour vingt-cinq francs quinze, celle du dollar à un dollar pour cinq francs vingt. Quand cet équilibre était rompu et quand la valeur d'une livre dépassait vingt-cinq francs quinze et celle d'un dollar cinq francs vingt, on disait que notre devise était en baisse. Quand on parle d'opérer la baisse des devises nationales, on veut donc dire : faire baisser le franc par rapport à sa valeur légale vis-à-vis de la livre sterling et du dollar. Voilà ce qui constitue l'élément matériel de l'incrimination.

2<sup>o</sup> *Dans un but de spéculation.* — Qu'entend-on par là ?

Evitons pour l'instant de définir le mot but et réservons cette étude pour le moment où, faisant la critique de la jurisprudence, nous aurons à rechercher quelle a été la pensée intime du législateur. Quel est le sens du mot spéculation ? La spéculation ( du latin *speculari*, observer) consiste dans l'action d'observer. Par une suite d'extensions du sens de ce mot, on est arrivé à entendre par spéculation, dans la pratique commerciale, l'opération qui consiste à acheter à bas prix des marchandises ou des valeurs mobilières pour les revendre à haut prix, on inversement les vendre à haut prix pour les racheter à bas prix. D'ailleurs quel que soit le mode employé, le résultat se traduit toujours par une différence qui représente le bénéfice ou la perte du spéculateur. « Dans un but de spéculation » signifie donc : dans le but de réaliser un bénéfice en vendant des livres sterling plus cher (en francs) qu'on ne les avait achetées. J'achète aujourd'hui de la livre à soixante francs, à la suite de manœuvres plus ou moins frauduleuses, je réussis à les revendre quatre-vingts francs, j'ai réalisé un bénéfice, j'ai spéculé, j'ai fait baisser le franc, devise nationale, je tombe sous le coup de l'article 2, § 1 de la loi du 12 février 1924.

### SECTION III

#### Baisse des effets publics.

Le paragraphe 2 de l'article 2 est celui qui a fourni les seuls cas d'application de la loi. C'est autour de ce petit membre de phrase que la jurisprudence a hésité et finalement adopté, comme nous le verrons, des solutions divergentes. Aussi convient-il d'en préciser soigneusement le sens exact, afin que nous puissions voir plus tard quelle doit en être la portée réelle.

« Sera puni de... quiconque aura... :

2<sup>o</sup> Provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rentes ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription, dans un but de dépréciation ».

Remarquons tout d'abord, comme pour le paragraphe 1, que le législateur punit la simple tentative à l'égal du délit consommé. En outre, ici encore, le délit n'est caractérisé que par la réunion de deux éléments, l'élément matériel constitué par la vente des titres de rente ou autres effets publics, et l'élément intellectuel, le *dolus specialis*, le but de dépréciation.

Examinons-les séparément.

1<sup>o</sup> *Vente des titres de rente ou autres effets publics.*

— On désigne généralement sous le nom d'effets publics les titres émis par les personnes morales publiques, spécialement les rentes sur l'Etat français ou sur les Etats étrangers, les titres émis par les départements,

les villes, les bons du Trésor français, l'ensemble de la dette publique (1). Il faut d'ailleurs remarquer que la distinction entre effets publics et non publics, n'existe plus, depuis la loi du 28 mars 1885 sur les marchés à terme, qu'aux yeux de la loi pénale qui fait application de cette qualification dans l'article 419 du Code pénal et dans le texte qui nous occupe. Ici, par titres de rente ou autres effets publics, le législateur a voulu entendre l'ensemble de la dette publique de l'Etat français et les termes « autres effets publics » se réfèrent à ce qui est constitué dans la Dette en dehors des titres de rente proprement dits : bons du Trésor, bons de la Défense nationale, obligations du Crédit national...

A côté de la vente de ces titres de rente et effets publics, le législateur a prévu le cas de l'individu qui, à la suite de tractations financières plus ou moins régulières, mettrait obstacle à l'achat de ces fonds ou à leur souscription. Ces derniers mots font allusion au mode actuel de lancement des emprunts d'Etat, auxquels le public est invité à souscrire avant que les titres ne soient mis en circulation et ne soient susceptibles des diverses opérations bancaires.

En définitive, on voit que le législateur a voulu punir tous ceux qui gêneront, au détriment du crédit de l'Etat, la libre circulation des effets publics. Mais ces manœuvres ne suffisent pas, il faut en outre que l'on ait agi :

2<sup>o</sup> *Dans un but de dépréciation.* — En quoi peut consister la dépréciation d'un effet public ? Le mot est

1. *Rép. prat. de Lég. Doct. et Juris.* Dalloz, t. XII, v<sup>o</sup> Trésor public, n<sup>o</sup> 449.

simple et son sens ne peut donner lieu à la moindre équivoque. Du latin *de preciare* (*de*, préfixe privatif et *pretium* : prix), la dépréciation est l'action d'estimer quelque chose au-dessous de son prix, de sa valeur exacte, l'action de rabaisser quelque chose. C'est le sens qu'il faut lui donner ici. Le texte de la loi signifie que le prévenu devra s'être livré à l'obstruction à la libre circulation des rentes et effets publics dans le but de les faire sous-estimer des acheteurs éventuels, et par là même d'en faire baisser la valeur.

Un dernier point mérite encore quelques explications. Nous pouvons constater le parallélisme évident qui se dégage de la lecture des paragraphes 1 et 2. Dans les deux cas, un élément matériel, un élément de dol spécial à l'incrimination. Mais il est permis de se demander pourquoi le *dolus specialis* n'est pas le même dans les deux cas, pourquoi au paragraphe 1 la spéculation, pourquoi au paragraphe 2 la dépréciation ? La réponse est aisée. Nous avons vu que la spéculation peut adopter des formes diverses, soit, par suite de ventes massives, baisse exagérée, soit, par suite de demandes non moins massives, hausse des devises. Dans l'un et l'autre cas, le crédit public est atteint, par le jeu même de la spéculation les hausses sont suivies de baisses et ce sont justement ces variations brusques, ces « sautes de pouls » qui tuent une devise. Au contraire, les obstacles mis à la vente, à l'achat ou à la souscription d'effets publics n'ont jamais pour effet que la dépréciation de ces valeurs.

En effet, la spéculation sur les titres de rente ou

autres effets publics pourrait se traduire par une hausse de ces valeurs, quand le spéculateur jouerait à la hausse. Dans ce cas-là, il ne pourrait y avoir obstacle à la vente, une hausse, même factice, poussant au contraire à l'achat des valeurs. Seule la dépréciation peut gêner la vente ou la souscription des fonds d'Etat. Nous pensons donc que c'est en pleine connaissance de cause que le législateur a visé dans un cas le but de spéculation et dans l'autre le but de dépréciation.

Certains auteurs ne sont pas de notre avis, en particulier M. le Professeur Henry qui écrit sous un arrêt de la Cour de Cassation du 24 juin 1926 : « On remarquera également que la loi n'exige pas la même condition de but dans le premier et dans le deuxième alinéa de l'article 2. La baisse des devises nationales suppose de la part de l'agent un but de spéculation. Au contraire, la vente des rentes ou effets publics doit avoir été réalisée dans un but de dépréciation. Cette opposition assez singulière des deux buts a-t-elle été formellement voulue par le Parlement ? On peut en douter, si l'on se réfère aux déclarations faites au Sénat par le rapporteur de la loi. « Le but poursuivi, écrivait M. Guillaume Pouille dans son rapport, est de défendre le crédit de l'Etat et de déjouer par des sanctions pénales rigoureuses les manœuvres coupables qui dans un but de spéculation *et* de dépréciation nuiraient aux devises nationales, aux titres de rente et effets publics. » (*Journ. off.* 14 mai 1924, annexes, page 10) (1).

Cet argument tiré des Travaux Préparatoires ne nous

1. Voir Dalloz 1927.1.177.

paraît nullement convaincant. En effet, si le rapporteur parle de but de spéculation *et* de dépréciation, c'est qu'à ce moment-là il fait allusion à l'ensemble de la loi : Aux devises nationales, aux titres de rente et effets publics. S'il avait voulu mettre, comme semble le soutenir M. Henry : « spéculation *ou* dépréciation », il aurait fallu qu'il ajoute : « devises nationales *ou* titres de rente et effets publics. » Le mot « et » critiqué par M. Henry correspond à la virgule qui sépare devises nationales de titres de rente.

M. Tchernoff (1), un autre commentateur de la loi, croit également que le législateur a voulu associer ces deux buts de spéculation et de dépréciation. Il pense qu'ils se sont trouvés finalement opposés dans la rédaction législative et que désormais on est en présence de deux buts indépendants, l'un faisant jouer la loi sans l'autre.

Pour toutes les raisons déjà indiquées, nous sommes d'un avis opposé et nous croyons qu'il s'agit d'une différence voulue par le législateur.

## CHAPITRE II

### LE SYSTÈME DE RÉPRESSION

Nous avons vu que les textes législatifs antérieurs à 1924, outre qu'ils ne pouvaient frapper directement

1. Tchernoff, *Importation et exportation de capitaux*. Crédit de l'Etat. Emissions. Répertoire de change, n<sup>o</sup> 2 à 9.

ceux qui portent atteinte au crédit public, paraissaient comporter des pénalités trop douces en comparaison des graves conséquences de l'infraction. Aussi le législateur de 1924 a-t-il frappé durement les ennemis du crédit public.

L'article 1<sup>er</sup> du projet de loi déposé au Sénat par le gouvernement appliquait à ceux qui auraient provoqué ou tenté de provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques, les pénalités prévues par l'article 420 du Code pénal : emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, amende de 1.000 à 20.000 francs. Le Sénat, suivant son rapporteur, M. Guillaume Poulle, jugea suffisantes les amendes proposées, en considération de ce fait qu'elles devaient alors être multipliées par le chiffre 3 (inférieur au coefficient 7 actuel), mais aggrava les pénalités du projet gouvernemental en ce qui concerne les peines corporelles et éleva l'emprisonnement à un minimum de trois mois et un maximum de trois ans. Donc, pour cette première catégorie d'ennemis du crédit de l'Etat, emprisonnement de 3 mois à 3 ans, amende de 1.000 à 20.000 francs.

Le gouvernement, dans son projet, avait réclamé pour les délinquants visés par l'article 2, baisse des devises nationales dans un but de spéculation, vente ou obstacle à l'achat des effets publics, les pénalités prévues par l'article 419 du Code pénal, soit un mois à un an de prison et une amende de 500 à 10.000 francs. Là encore, la Commission de Législation civile et cri-

minelle du Sénat demanda à la Haute Assemblée et obtint d'elle par l'organe de son rapporteur (1) d'aggraver les pénalités demandées. La durée de l'emprisonnement variera donc de six mois à trois ans et l'amende de 5.000 à 50.000 francs.

Quand les agissements définis à l'article 3 auront été accompagnés ou de faits faux ou semés à dessein dans le public, ou de voies ou moyens frauduleux quelconques (et nous savons maintenant ce que signifient ces expressions), les pénalités s'élèveront d'un degré : emprisonnement de 1 an à cinq ans et amende de 10.000 à 100.000 francs.

Lorsque la loi fut discutée au Sénat, — c'est là qu'eut lieu la seule discussion sérieuse — un débat s'engagea autour de l'article 3, débat qui avait ceci de remarquable que tout le monde était d'accord et qu'il s'agissait moins de discuter que de préciser. Le sénateur Morand demanda au rapporteur de préciser quelle serait la juridiction compétente au cas où le délit serait commis par la voie de la presse. Un léger doute pouvait en effet s'élever du fait que la loi sur la presse de 1881 pose le principe de la compétence de la Cour d'assises. Mais le rapporteur rappelant le précédent de la loi du 3 février 1893 et la réponse fournie à ce sujet par M. Léon Bourgeois, garde des Sceaux et ministre de la Justice de l'époque, à M. René Goblet, fit très justement remarquer que lorsqu'il s'agit d'un délit quelconque, non prévu par la loi de 1881, la compétence

1. Cf. la discussion précitée. Sénat. Déb. parl., 1924, 1, p. 62 et suiv.

reste toujours au Tribunal correctionnel, juge de droit commun.

Donc, quelle que soit la voie par laquelle le public aura été atteint, le Tribunal correctionnel est seul compétent.

L'article 4 de la loi est tout entier d'inspiration sénatoriale. Il vise spécialement le cas où l'infraction aura été commise par un étranger. Ce point est l'œuvre personnelle de M. Guillaume Poulle, qui a obéi à une pensée très louable. L'honorable rapporteur n'avait pas été sans remarquer que très souvent les spéculateurs du franc ou les dépréciateurs des effets publics étaient des étrangers, qui agissaient ainsi sur l'ordre de banquiers de leur pays (derrière lesquels on pouvait voir quelquefois se profiler l'inquiétante silhouette de ministres des Finances étrangers un peu trop intéressés à la valse de notre devise) ou simplement parce que les lacunes de notre législation faisaient de notre pays un champ d'action favorable à leurs agissements, et, désireux de frapper avec une sévérité particulière ces individus, il demanda au Sénat une mesure qui constitue une innovation sinon dangereuse, du moins un peu hasardée dans le domaine de notre législation pénale.

En plus de la prison et de l'amende, fixées par les articles 2 et 3, la loi prévoit contre eux l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français et au cas où l'étranger, en dépit de cette interdiction, rentrerait en France, la loi le punit d'une peine de trois mois à un an de prison et d'une amende de 1.000 à 5.000 francs. A l'expiration de cette peine, l'étranger sera reconduit à la frontière.

M. Guillaume Poulle a déclaré au Sénat que l'expulsion administrative dont dispose le ministre de l'Intérieur en vertu de l'article 7 de la loi du 3 décembre 1849 à l'égard des étrangers condamnés ne lui semble pas assez efficace : « Je sais bien, dit-il, qu'administrativement M. le ministre de l'Intérieur est armé contre tout étranger qui a été condamné. Mais sans avoir aucune défiance contre ce qui peut être fait administrativement, j'estime qu'il vaut bien mieux prévoir l'expulsion par jugement (très bien ! très bien !) » et le rapporteur déclare s'être inspiré sur ce point d'une clause que l'on trouve dans la loi du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers en France. Cette procédure doit-elle être approuvée ?

Nous la considérons, quant à nous, comme profondément regrettable. En effet, il s'agit d'une mesure très grave pouvant faire intervenir les principes les plus complexes du droit moderne : respect des ressortissants d'un Etat étranger, souveraineté de l'Etat, droit de police sur son territoire..... et nous pensons qu'il est dangereux dans une loi votée à la hâte, quelle que soit la compétence technique de ses auteurs, de trancher une telle question, encore un peu insuffisamment étudiée. Tel est également l'avis de M. Pierre Garraud, professeur de Droit criminel à la Faculté de Droit de Lyon, dans un rapport présenté à la Section lyonnaise de la Société de Législation comparée le 7 mars 1924 : « Je ne m'arrêterai pas non plus au système de pénalité établi par cette loi, bien qu'il s'agisse d'une de ces lois spéciales qui introduisent une série de nouveautés

parmi les principes généraux ; il suffit de vous indiquer que les pénalités sont très lourdes, soit au point de vue de l'emprisonnement, soit au point de vue de l'amende, qu'elles se compliquent d'un système de la répression de la récidive et de dispositions spéciales vis-à-vis des délinquants étrangers, à l'égard desquels le Tribunal saisi doit prononcer, outre les peines d'amende et d'emprisonnement, une peine qui constitue une nouveauté dans notre système pénitentiaire, l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français » (1).

Certes, nous pensons que la qualité d'étranger devait désigner le délinquant à la sévérité spéciale du législateur, mais, avec M. le professeur Garraud, nous considérons cette expulsion par jugement comme un peu sommaire et comme une dangereuse innovation dans les principes généraux de notre système répressif.

L'article 5 prévoit la possibilité de faire bénéficier le prévenu des circonstances atténuantes, mais la Commission de Législation civile et criminelle demanda et obtint du Sénat que le récidiviste ne pourrait bénéficier ni des circonstances atténuantes, ni du sursis.

Tel est le lourd système de répression institué par la loi de 1924. « Textes sévères, justement sévères », disait à la tribune du Sénat le rapporteur de la loi, mais dont la sévérité ne peut effrayer personne quand on considère la catégorie peu intéressante de délinquants

1. L'état actuel de la Législation et de la jurisprudence française relatives à l'accaparement, à la spéculation illicite et aux coalitions (*Bull. Soc. Leg. Comp.*, 1924, p. 344 et suiv.).

qu'ils sont destinés à frapper. Hormis la légère critique que nous avons formulée contre l'innovation hasardeuse concernant les étrangers, nous ne pouvons qu'applaudir au vote des armes ainsi fournies aux Parquets.

Il convient maintenant de se demander quel usage a été fait — et pouvait être fait — de cette loi. L'arme est lourde et semble bien forgée, mais son maniement est-il facile, est-il efficace, comme semblaient l'espérer les ouvriers ? Nous allons voir bientôt en face de quelles difficultés les Tribunaux se sont trouvés aux prises, et comment, au travers des tâonnements et des interprétations contradictoires des différents degrés de la juridiction pénale, la plupart des délinquants que visaient les intentions répressives du législateur de 1924 ont réussi à échapper aux rigueurs prévues.

## DEUXIÈME PARTIE

### EXAMEN CRITIQUE DE LA LOI

---

#### CHAPITRE PREMIER

#### LES SOLUTIONS DE LA JURISPRUDENCE

Une première constatation s'impose dès le début : elle a trait au petit nombre de solutions intervenues. C'est à peine si un dépouillement minutieux des recueils de jurisprudence nous a permis de relever une quinzaine de décisions, et encore faut-il remarquer que plusieurs d'entre elles ont trait à la même espèce. A notre connaissance une dizaine de poursuites tout au plus ont été exercées par les parquets. A cela nous voyons plusieurs causes : d'abord la méfiance *a priori* des parquets contre les lois nouvelles, la magistrature n'échappe pas elle non plus à la routine et souvent les parquets répugnent à s'aventurer sur un terrain nouveau; ensuite le scepticisme que les Procureurs de la République n'ont pas dû manquer d'éprouver à la lecture du texte qu'on leur offrait et dont leur pratique des poursuites correctionnelles eut tôt fait de remarquer les vices de rédaction, enfin la connaissance de certaines décisions

de tribunaux correctionnels devant lesquels des poursuites avaient été exercées et qui relaxaient les prévenus, faute de réunion des éléments constitutifs du délit, n'était pas faite non plus pour les inciter à activer les poursuites et exercer leur vigilance dans ce domaine. Car nous persistons à croire que si un effort sérieux avait été fait, les démarcheurs douteux auraient afflué sur les bancs de la correctionnelle.

Une deuxième observation peut être faite. La loi qui nous occupe permet de punir trois catégories de délinquants : ceux qui provoquent ou tentent de provoquer le retrait de fonds des caisses publiques, ceux qui provoquent ou tentent de provoquer la baisse des devises nationales, ceux enfin qui provoquent ou tentent de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics. Or, c'est seulement à l'encontre de ces derniers que les poursuites ont été exercées. Seul l'article 2, § 2 de la loi a reçu application. Il y a là un phénomène assez curieux qui nous paraît digne d'être signalé. En réalité, peut-être la répression aurait pu s'exercer contre ceux qui faisaient baisser le franc, peut-être même n'y aurait-il eu aucune difficulté pour démontrer le but de spéculation poursuivi, mais peut-être se serait-on heurté de ce côté-là à des influences politiques et financières assez puissantes pour mettre la loi en échec.

On peut classer les décisions relevées en trois catégories :

1° Celles qui, interprétant strictement les termes de l'article 2 paragraphe 1 « dans un but de spéculation »

et paragraphe 2 « dans un but de dépréciation », relaxent les prévenus, le Ministère Public n'ayant pu prouver que les délinquants cherchaient à spéculer ou à faire déprécier les devises nationales ou les effets publics ;

2° Dans une deuxième catégorie on peut classer les décisions qui, interprétant plus largement les termes de la loi, prononcent des condamnations à l'encontre des prévenus :

3° Enfin pour une troisième catégorie nous réservons les affaires où le but de spéculation et de dépréciation disparaît pour faire place à un mobile politique.

Nous allons examiner successivement ces trois catégories de décisions.

#### *SECTION I*

##### **Décisions interprétant strictement les termes de la loi.**

Nous pouvons remarquer tout d'abord que toutes ces décisions émanent de tribunaux correctionnels.

La première en date fut soumise le 13 mars 1923 au tribunal correctionnel de Bordeaux.

Les faits étaient fort simples. Sur le territoire de plusieurs communes de l'arrondissement de Bordeaux, notamment à Moulon et à Mios, des individus, les sieurs L., B., J., et M., passaient dans les maisons et après avoir indiqué que les titres de rente sur l'Etat français diminuaient sans cesse de valeur, après avoir insinué

qu'il ne convenait peut-être pas d'avoir une confiance absolue dans les bons du Trésor et de la Défense nationale, proposaient à leurs auditeurs d'échanger ces effets publics contre des valeurs industrielles, en l'espèce les dérivés chimiques du bois, qui n'étaient pas cotés en bourse et dont la valeur était tellement faible qu'une banque ne les a même pas acceptées en garantie d'un prêt ! Poursuivis devant le tribunal correctionnel de Bordeaux, ils furent relaxés par un jugement du 13 mars 1925, dont nous extrayons les attendus suivants qui nous seront très utiles quand nous arriverons à la critique de la jurisprudence :

«... Attendu que par sa teneur même la loi du 12 février 1924 exige pour l'existence du délit qu'elle prévoit sous le paragraphe 2 de son article 2, la réunion de deux conditions ; qu'il faut, en effet, d'une part que l'on ait provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics ; d'autre part que ces agissements aient eu lieu dans un but de dépréciation ;

« Attendu que s'il a été établi qu'au cours du mois d'octobre 1924, L., B , J., et M., se sont, tant à Moulon qu'à Mios, livrés ensemble ou séparément à des affirmations tendancieuses de nature à diminuer ou supprimer la confiance que les témoins entendus avaient légitimement dans leurs titres de rentes sur l'Etat français et dans leurs bons de la Défense nationale, et par suite à obtenir d'eux qu'ils les vendent immédiatement, du moins ces agissements n'ont eu pour but, au dire même des témoins entendus, que de les amener à acquérir en remplacement des titres de rentes et bons

qu'ils avaient, des valeurs industrielles que les prévenus sus-nommés étaient chargés de placer;

« Attendu, en conséquence, que la dépréciation des effets publics, imputable aux prévenus dont s'agit, apparaît non comme un but par eux poursuivi, mais bien uniquement comme un simple moyen accessoire d'arriver au résultat par eux cherché, c'est-à-dire au placement des valeurs industrielles qu'il préconisent... » (1).

Le placement des mêmes actions de la Société des dérivés chimiques du bois amena quelques mois plus tard deux des démarcheurs ci-dessus, les sieurs B. et J., devant le tribunal correctionnel d'Orléans. Ce dernier, par un jugement du 27 octobre 1925 (2), statua dans le même sens que celui de Bordeaux, et relaxa une deuxième fois les prévenus.

Les juges d'Orléans ne s'expriment pas autrement que ceux de Bordeaux.

«... Attendu qu'ils (B. et J.) allèrent trouver chez eux à la fin de décembre 1924 et au commencement de 1925 un certain nombre de petits rentiers, de vigneron et d'artisans ruraux des environs d'Orléans pour leur faire acheter des actions de cette Société (la Société des dérivés chimiques du bois) et que, s'adressant ainsi à des gens qui ne disposaient pas de capitaux mais possédaient le plus souvent des bons du Trésor ou des titres de rentes françaises, ils cherchaient à les déterminer

1. Trib. cor. Bordeaux, 13 mars 1925. *Gaz. Pal.*, 1925, 1<sup>er</sup> semestre, p. 600.

2. Trib. cor. Orléans, 27 octobre 1925. *Sirey* 1925.2.110.

d'abord à se défaire de ceux-ci en leur faisant craindre une dépréciation complète et prochaine ; qu'ainsi ils ont déclaré au sieur M. que ces bons du Trésor avaient beaucoup baissé, baisseraient encore et qu'au mois de février ils ne vaudraient presque plus rien, au sieur P... que l'Etat allait faire faillite ;

« Attendu qu'ils ont obtenu du sieur M. qu'il vendit pour 7.000 francs de bons du Trésor et qu'il employât le produit de cette vente à l'achat de 38 actions de la Société des dérivés chimiques du bois...

« Attendu que la loi du 12 février 1924 a eu pour objet de réprimer les attaques dirigées systématiquement contre le Crédit de l'Etat, qu'elle punit le fait de provoquer la vente des titres de rentes et autres effets publics, mais seulement lorsque le but poursuivi est leur dépréciation ;

« Attendu que les prévenus n'avaient pas en vue de les déprécier sur le marché, d'en faire baisser les cours ; que leur seul but était d'amener les gens par eux sollicités à se procurer des fonds pour les employer à acheter des valeurs industrielles qu'ils étaient chargés de placer... Qu'on ne peut donc leur reprocher de s'être associés à une propagande contre le Crédit de l'Etat... »

Nous avons cité de longs extraits de ce jugement parce qu'il indique, mieux encore que le précédent, la tendance de cette jurisprudence. Un mot surtout nous a paru symptomatique de la manière de voir de ces magistrats : « Attendu que la loi du 12 février 1924 a eu pour objet de réprimer les attaques dirigées systématiquement... » Ce mot nous paraît assez curieux et

digne d'être noté car il révèle bien l'état d'esprit des juges d'Orléans qui voient surtout dans la loi un instrument de répression des campagnes systématiques et organisées de la presse, campagnes inspirées le plus souvent par des buts politiques. Cette interprétation de la loi de 1924 semble, d'ailleurs, résulter du fait qu'elle a été votée pour compléter la loi du 3 février 1893 (n'oublions pas que c'est sous ce titre simple et prudent que le projet gouvernemental fut soumis au Parlement), qui était elle-même intervenue à une heure critique où des attaques criminelles dirigées systématiquement par la voie de la presse contre les Caisses d'Epargne menaçaient de causer une véritable catastrophe financière.

Devant le Tribunal correctionnel d'Arbois fut appelée le 19 novembre 1923 une affaire toute semblable. Ici ce sont des actions de la Société des Eaux Minérales de Salins que les deux démarcheurs incriminés proposaient aux détenteurs d'effets publics de substituer à leurs titres de rente. Comme leurs collègues bordelais, ils peignaient un tableau poussé au noir de la situation financière du pays et de l'avenir des fonds d'Etat : « Nous allons à une débâcle très certainement, les titres, français baissent tous les jours, plus vous attendrez, plus vous perdrez, il faut les échanger tout de suite, et au cours du jour, contre les actions de Salins. » A un autre client ils déclarent : « Les valeurs de l'Etat Français ? Ce sont des chiffons de papier. Avant un an nous aurons la guerre (!) et les rentes tomberont à rien. Vous venez de voir ce qui vient de se passer (on était au lendemain des élections du 11 mai 1924), la situa-

tion n'est pas brillante ! » Après quoi ils vantaient les actions de la Société de Salins et la valeur doublement curative de ses eaux minérales, qui permettaient de sauver à la fois leur santé et leur portefeuille !

Le Tribunal (1) ne manque pas de signaler ces faits éminemment répréhensibles, et il ajoute comme celui d'Orléans :

« Attendu qu'il résulte des travaux préparatoires que cette loi a pour but de réprimer les attaques dirigées systématiquement contre les devises françaises ; qu'elle prévoit le fait de provoquer la vente des titres de rente française ou autres effets publics, ou de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs, ou à leur souscription, mais seulement lorsque le but poursuivi est leur dépréciation ;

« Attendu... qu'il apparaît plutôt que le but poursuivi par les prévenus était d'amener les personnes auxquelles ils s'adressaient à souscrire des actions de la Société des Eaux Minérales de Salins ;... qu'il est ainsi démontré que l'un des éléments essentiels pour l'existence du délit reproché aux prévenus fait défaut en l'espèce... »

Le Tribunal correctionnel de Libourne qui avait à connaître d'une affaire semblable le 22 janvier 1926 adopta la même solution négative et du point de vue de l'argumentation juridique son jugement semble plus fort que les précédents.

Nous y lisons en effet (2) :

1. Trib. correc. Arbois, 19 novembre 1925. *Gaz. Pal.*, 1926, 1<sup>er</sup> semestre, p. 76.

2. Trib. correct. Libourne, 22 janv. 1926, *Gaz. Pal.*, 1926, 1<sup>er</sup> semestre, p. 380.

« Attendu que pour qu'il y ait infraction à la loi, deux éléments sont indispensables : la volonté et l'intention.

Mais attendu que si le but ou le mobile de l'agent est en principe sans influence sur la culpabilité, cette règle comporte des tempéraments ; qu'en effet dans certains cas la loi pénale exige, pour qu'il y ait délit ou crime, un mobile, un but bien déterminé de l'agent ; qu'en un mot, outre les deux conditions ci-dessus, la loi exige, pour qu'il y ait infraction, un 3<sup>e</sup> élément indispensable : le mobile ou le motif ; qu'il en est ainsi par exemple de la loi concernant les menées anarchistes, de la loi sur la spéculation illicite et de la loi sur la propagande anticonceptionnelle ; qu'il en est encore ainsi dans la loi spéciale concernant l'espèce, la loi du 12 février 1924. Qu'en effet l'article 2, § 2 décide : « Sera puni... quiconque aura provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription dans un but de dépréciation ; qu'il faut donc que le but poursuivi par les inculpés soit la dépréciation que ce but de dépréciation est une condition bien distincte soit de l'intention, soit des moyens ; qu'il paraît faire défaut dans l'espèce ;

« Attendu... que la dépréciation opérée par les prévenus est non pas le but par eux poursuivi, mais le moyen pour arriver à leur but qui était de placer en qualité de démarcheurs d'une banque des valeurs plus ou moins sérieuses... »

Les attendus de ce jugement sont très importants, puisque la théorie de l'élément intentionnel, du *dolus specialis* sur lequel nous aurons longuement à revenir plus loin, y est développée avec force.

Dans le même sens de l'interprétation stricte des termes de l'article 2, § 2 de la loi, nous avons relevé une dernière décision émanant du Tribunal correctionnel de Morlaix. Nous retrouverons d'ailleurs bientôt cette affaire portée, sur appel du Ministère Public, devant la Cour d'appel de Rennes qui fut amenée à rendre un arrêt très intéressant sur lequel nous aurons à revenir plus loin.

## SECTION II

### Décisions interprétant largement les termes de la loi.

Quittons maintenant les prétoires correctionnels pour pénétrer au sein des Cours d'appel. Les cas d'espèce que nous allons avoir à examiner sont les mêmes que ceux que nous avons déjà vus. Mais ici les démarcheurs auront moins de succès que devant les juges de première instance.

Le Ministère public ayant fait appel à minima du jugement du Tribunal correctionnel de Bordeaux du 13 mars 1925 qui relaxait les nommés B., L., J., et M., la Cour d'Appel de Bordeaux eut à connaître de l'affaire, et dans un arrêt du 16 juin 1925 (1) statua dans un sens différent de celui adopté par les premiers juges :

1. Cour d'appel Bordeaux, 16 juin 1925. Sirey, 1925-2-110.

« Attendu... qu'aux termes de la loi du 12 février 1924, il apparaît nettement que le législateur, en vue de réprimer tous agissements susceptibles de provoquer la dépréciation des titres de rente ou autres effets publics, a entendu limiter le caractère de l'infraction à ces seuls agissements, à l'exclusion de toute considérations de bonne ou de mauvaise foi de l'agent comme du mobile ou du but de l'action, que dès lors le Tribunal ayant à juste titre reconnu la matérialité des faits incriminés aurait dû retenir la culpabilité des quatre prévenus ; que pour prononcer leur acquittement il a envisagé à tort les motifs et le but final de leurs actes qui, suivant les principes du droit pénal et ceux de la loi de 1924 en particulier, restaient sans influence sur le caractère juridique du délit et ne pouvaient pas être retenus comme un de ses éléments constitutifs... » La Cour de Bordeaux supprime donc purement et simplement l'élément intentionnel de but et déclare le délit consommé par la simple existence d'éléments matériels.

Sur appel a minima du Procureur de la République près le Tribunal correctionnel d'Arbois contre un jugement de ce Tribunal en date du 19 novembre 1925, rapporté plus haut, la Cour d'Appel de Besançon statua par un arrêt du 19 février 1926 (1), dans le même sens que la Cour de Bordeaux :

« En fait :

« .. Attendu que les manœuvres employées par le prévenu avaient certainement pour but de déterminer leurs

1. Cour d'appel Besançon, 19 fév. 1926. *Gaz. Pal.*, 1926, 1<sup>er</sup> semestre, p. 563.

clients à se débarrasser de leurs valeurs d'Etat français pour acheter en échange les actions de la Société des Eaux minérales de Salins ;

« En droit :

« Attendu que ces agissements et ces constatations font nettement ressortir le but de dépréciation des valeurs de l'Etat français que poursuivaient les inculpés et tombent sous l'application de l'article 2 § 2 de la loi du 12 février 1924 ;... »

Cet arrêt est très laconique en ce qui concerne la relation de cause à effet entre les agissements des prévenus et la dépréciation exigée par la loi.

La Cour d'appel d'Orléans, sur appel également du Ministère public, réforme par un arrêt du 8 mars 1926 le jugement du Tribunal correctionnel d'Orléans du 27 octobre 1923 que nous avons déjà examiné. Elle approfondit un peu plus que la Cour de Bordeaux ou la Cour de Besançon la notion de but, qui est le fond du débat.

« ... Attendu qu'il n'a pas été spécifié que le but de spéculation devait être le but final pour que le délit existe ; que la loi ne parle que d'un but sans ajouter « unique » ou « final », qui serait nécessaire pour que l'interprétation de la défense puisse être efficacement soutenue ; qu'il suffit que la dépréciation ait été l'un des buts, mêmes secondaires ou accessoires, pour que la loi trouve son application. »

Nous voyons ici apparaître une notion plus subtile, celle de la pluralité de buts possibles de l'agent : but principal qui est ici le placement des valeurs indus-

trielles, but secondaire qui est la fameuse dépréciation.

La Cour de Rennes, sur appel du jugement du Tribunal correctionnel de Morlaix, va, par un arrêt du 19 janvier 1926 (1), préciser et approfondir cette idée.

« ...Considérant que l'élément matériel est établi par de nombreuses déclarations de témoins ;

« Sur l'élément intentionnel :

« Considérant que la loi de 1924, intervenant au moment où la crise financière devenait aiguë, à une époque où la nécessité de nouvelles émissions était envisagée, a eu pour objet évident de prévenir les campagnes éventuelles susceptibles de porter atteinte à la confiance et d'amoindrir le crédit de l'Etat ; que si la loi a voulu spécialement parer aux manœuvres concertées contre les devises nationales, il n'en est pas moins certain que la généralité de ses termes permet d'appliquer ses dispositions aux manœuvres de moindre envergure, même si elles sont entreprises dans un intérêt particulier et localisées dans une région ;

« Considérant qu'en l'espèce, L... en dénigrant les valeurs d'Etat, en signalant complaisamment leur baisse constante et en mettant le public en garde contre la menace des conversions et des impôts problématiques, agissait ainsi dans un double but : un but immédiat et un but final ; qu'il ne saurait être contesté que de tels agissements avaient tout d'abord pour but de déprécier les valeurs d'Etat dans l'esprit des porteurs, afin de les amener à réaliser, c'est son premier but, le but

1. Cour d'appel Rennes, 19 janvier 1926. *Gaz. Pal.* 1926.1.462.

immédiat ; que sans doute L. poursuivait dans sa pensée un autre but, le but éventuel de proposer aux vendeurs un emploi de leurs fonds en valeurs qu'il préconisait ; c'était son but final ;

« Mais considérant que cette intention finale du prévenu est sans influence sur le délit lui-même, dont l'élément intentionnel est caractérisé dès que le premier but a été atteint sans qu'il soit besoin de rechercher le profit indirect que L. pouvait dans la suite en tirer pour lui-même ; qu'une interprétation contraire mettrait d'une façon absolue obstacle à l'application de la loi de 1924 car il est impossible d'imaginer une espèce quelconque, de tendance soit politique, soit financière, sans apercevoir un but final autre que le but de dépréciation lui-même... »

Ce long extrait de ce très intéressant arrêt nous permet de constater que la Cour de Rennes voit la question d'une manière nouvelle. Pour elle, le prévenu agit dans un double but : un but immédiat, qui est de déprécier la valeur des effets publics, pour arriver au but final qui seul l'intéresse : le placement de valeurs industrielles. Les magistrats de la Cour de Rennes ont estimé que la détermination du but final est indifférente pour caractériser le délit. Nous verrons avec quelle faveur il convient d'accueillir cette théorie.

Nous voyons donc quel est l'état de la jurisprudence ; d'un côté les Tribunaux correctionnels qui relaxent les prévenus en considérant que l'élément intentionnel prévu par le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi de 1924 ne peut être retenu contre eux, d'autre part les

Cours d'appel qui, avec quelques variantes, adoptent la solution contraire allant même jusqu'à ne tenir compte (V. arrêt précité de la Cour de Bordeaux) que de l'élément matériel. En face de cette division, quelle va être l'attitude de la Cour Suprême ?

Elle eut à connaître de la question le 11 décembre 1925, les démarcheurs bordelais L. et M. s'étant pourvus en Cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux que nous avons étudié tout à l'heure. Tout en condamnant le système de la Cour d'appel qui supprimait radicalement l'élément intentionnel, elle adopte la même attitude à l'égard des inculpés (1) :

« ...Attendu que ces constatations font ressortir le but de dépréciation que poursuivaient les inculpés ; Qu'à la vérité si la Cour d'appel était en droit d'en déduire que l'intention délictueuse, au sens que la loi du 12 février 1924 attache à cette expression, se rencontrerait dans l'espèce, elle a ajouté à tort que l'infraction prévue par ce texte consistait dans un simple fait matériel et était caractérisée même lorsque son auteur n'avait pas agi de mauvaise foi ;

« Mais attendu qu'il est de principe qu'un motif erroné ne peut donner ouverture à Cassation lorsque l'arrêt attaqué contient d'autres motifs exacts qui justifient sa décision ; qu'il en est ainsi dans l'espèce, les autres motifs de l'arrêt établissant le but de dépréciation... »

La Chambre criminelle a rendu un deuxième arrêt

1. Cassation crim., 11 déc. 1925. Sirey 1927.1.65, avec une note de M. Laborde-Lacoste.

sur la question le 24 juin 1926 (1). Le sieur P... relaxé une première fois par le Tribunal correctionnel d'Arbois s'était pourvu en Cassation de l'arrêt de la Cour de Besançon, en date du 19 février 1926, qui l'avait condamné à un mois d'emprisonnement et 1.000 francs d'amende. Dans son rapport, M. le Conseiller Ph. Bourgeon rappelle l'état de la jurisprudence et oppose aux décisions des Tribunaux correctionnels la propre jurisprudence de la Cour de cassation. Il s'efforce ensuite de démontrer que le fait de discréditer les valeurs d'Etat pour arriver au placement des actions d'une Société industrielle constitue bien la dépréciation prévue par l'article 2 § 2 de la loi. « C'était pour lui, dit le rapporteur, le premier but à atteindre, puisque seul il lui permettait d'atteindre le second. » Le mémoire de l'inculpé ayant invoqué les travaux préparatoires, le rapporteur déclare que rien dans ces travaux ne peut être retenu à l'appui du pourvoi. Conformément à ces observations et aux conclusions de M. l'avocat général Mornet, la Cour de cassation, confirmant sa jurisprudence antérieure, rejeta le pourvoi en ces termes :

« ...Attendu qu'à la suite de ces constatations de fait, l'arrêt (de la Cour d'appel) ajoute en droit que ces agissements du prévenu font nettement ressortir le but de dépréciation des fonds de l'Etat français que poursuivait l'inculpé et tombent sous l'application de l'article 2 § 2 de la loi du 12 février 1924 qui dispose

1. Cass. crim., 19 février 1926. *G. P.*, 1926.2.411; *D. H.* 1926, 502.

que sera puni de six mois à trois ans de prison et d'une amende de 5.000 à 50.000 francs quiconque aura même sans emploi de moyens frauduleux provoqué ou tenté de provoquer la vente de rentes ou autres effets publics dans un but de dépréciation ;

« Attendu qu'en statuant ainsi, la Cour d'appel a fait de ce texte de loi une exacte application et a par ces motifs justifié sa décision ; qu'il en ressort en effet que le prévenu a, de propos délibéré et dans une intention coupable, déprécié des titres de rente ou autres effets publics de l'Etat français ; que par ce moyen il en a provoqué la vente et a tenté d'en provoquer la vente ; qu'ainsi il est constant qu'il a agi « sciemment et dans un but de dépréciation » au sens de l'article 2 § 2 de la loi du 12 février 1924 et a par suite commis le délit d'atteinte au crédit de l'Etat prévu et puni par ce texte ; que si, il est vrai, le prévenu s'est proposé en même temps de tirer de cette dépréciation délictueuse des profits personnels en déterminant ses clients, ainsi que l'indique l'arrêt, à acheter en remploi des titres ou effets publics dont il avait provoqué la vente, une valeur industrielle dont il avait entrepris le placement, cette circonstance ne saurait faire disparaître le délit... »

Nous voyons donc que la jurisprudence de la Cour suprême est favorable à une interprétation assez large des termes de la loi et en particulier de la notion de but, puisqu'elle englobe dans la même répression le but immédiat de dépréciation et le but final de remploi en valeurs industrielles des sommes provenant de la vente de fonds d'Etat.

SECTION III

**Décisions relatives aux atteintes au crédit  
de l'Etat dans un but politique.**

Ici nous arrivons à une troisième catégorie de décisions de la jurisprudence. Elles ont trait à des affaires où les inculpés, niant seulement le but de dépréciation ou de spéculation, déclarent n'avoir en vue que le bien de l'Etat, et n'avoir agi que dans un but patriotique. Dans ces affaires les atteintes au crédit public présentent surtout un but politique.

Dans un numéro de journal : *Le Nouveau Siècle*, M. Georges Valois avait fait paraître un article intitulé : « Le Franc assassiné », dans lequel il se livrait à une critique très vive et parfois fort violente de la politique financière du gouvernement. Il parut au Parquet de la Seine que la polémique avait entraîné le journaliste hors des limites de la liberté de la presse et il renvoya M. Georges Valois devant la 11<sup>e</sup> Chambre correctionnelle du Tribunal de la Seine. Aux côtés de M. Valois se trouvait le leader royaliste M. Bernard de Vezins, poursuivi pour avoir rédigé et fait apposer sur les murs non seulement de Paris, mais de la France entière, par les soins des ligueurs d'Action Française, une affiche intitulée : « La République, c'est la banqueroute » et dont il suffira de citer quelques passages pour juger de la violence :

« La République, c'est la banqueroute !

« Le franc ne vaut même pas quatre sous, l'Etat ne

paie plus ses dettes les plus sacrées, il emprunte des milliards à des conditions chaque jour plus onéreuses, il imprime de la fausse monnaie ; c'est l'inflation, la confiance s'en va, les coffres sont vides, le crédit est mort ! Pourquoi ? Parce que la République, c'est le pillage du budget...

« ... Les vrais coupables, ce sont les parlementaires, ils ont gaspillé pour leurs besoins électoraux les lourds impôts courageusement payés par tous les Français et maintenant nous imposent une inquisition fiscale jusqu'alors inconnue dans notre histoire.

« ..La Première République, voleuse des biens nationaux, a eu ses assignats ; la Troisième République, voleuse des milliards des Congrégations, roulant de scandale en scandale, cinq ans après la victoire, a tout perdu et mène le franc à zéro ! »

Le Parquet de la Seine estima que cette affiche dépassait le cadre d'une leçon d'histoire et renvoya M. de Vezins, qui avait accepté la responsabilité de la rédaction, devant les juges correctionnels. Ceux-ci, le 19 mai 1927, estimèrent que l'article de M. Valois, malgré la violence du ton employé, gardait un caractère de critique fiduciaire, ne dépassant pas les limites qu'autorisait la liberté de la presse et ne pouvait constituer l'élément matériel prévu par la loi.

Par contre, à l'égard de l'affiche parue sous la signature de M. de Vezins, le Tribunal a relevé tous les éléments de l'infraction prévue par la loi :

« Attendu, déclare le jugement, qu'il suffit de considérer le texte même de l'affiche et aussi l'intensité de

l'affichage pratiqué jusque dans les campagnes les plus reculées, soit de nuit, soit au petit jour, soit par des professionnels, soit par des partisans circulant en auto, pour se convaincre que le crédit de l'Etat républicain était visé et ne pouvait manquer d'être atteint dans toutes ses formes... »

Le tribunal a ainsi précisé que le but visé n'était plus la critique d'une situation financière, mais une propagande politique qui atteignait le crédit même de l'Etat. Il a infligé en conséquence à M. Bernard de Vezins une amende de 5.000 francs.

Le condamné fit évidemment appel et le 24 novembre 1927 la 9<sup>e</sup> Chambre de la Cour, après lecture du rapport de M. le conseiller Marigny, sur conclusions conformes de M. l'avocat général Dumas, confirma la peine prononcée par les juges correctionnels.

M. de Vezins s'est alors pourvu en Cassation et la Chambre criminelle, le 2 février 1928 (1) rendit un arrêt rejetant son pourvoi. Cet arrêt de rejet mérite d'être cité :

« Sur le moyen unique du pourvoi... dénaturation du texte incriminé, en ce que l'arrêt, isolant certaines expressions contenues dans l'affiche, a décidé que leur auteur avait eu pour but de déprécier les titres de rente ou autres effets publics, alors que de l'affiche qui forme un tout indivisible, et ne fait d'ailleurs pas d'allusion aux titres de rente ou effets publics, il résulte que son auteur a poursuivi un but exclusivement politique, en

1. Cass. Crim., 2 févr. 1928. *G. P.* 1928.1.458.

critiquant avec vigueur les méthodes parlementaires, en faisant apparaître leur résultat financier et en indiquant le seul remède selon lui efficace, le retour au pouvoir d'une autorité personnellement responsable ;

« Attendu qu'il résulte des énonciations du jugement et de l'arrêt attaqué qui en a adopté les motifs que Levezous de Vezins a rédigé le texte d'une affiche de grandes dimensions, qui a été tirée à dix mille exemplaires et placardée jusque dans les campagnes ; que dans cette affiche se trouvent notamment les passages suivants... (ici quelques-uns des passages cités).

« Attendu que de ces constatations, la Cour d'appel a déduit à juste titre, qu'elles impliquaient nécessairement l'intention délictuelle du demandeur de porter atteinte au crédit de l'Etat, et d'autre part qu'il est indifférent que Levezous de Vezins ait été, comme il le prétend, déterminé à rédiger et à faire placarder l'affiche dont il s'agit dans un but politique... »

La Cour suprême se rangeait donc au point de vue des premiers juges.

Cette affiche fameuse amena en correctionnelle d'autres ligueurs d'Action française auxquels on reprochait de l'avoir placardée sur les murs de différentes villes.

Le sieur L. A. fut déféré de ce chef au Tribunal correctionnel de Montauban. Ce dernier, contrairement au Tribunal de la Seine, à la Cour de Paris, et plus tard à la Cour de cassation, estima que la loi ne saurait s'appliquer à une affiche qui ne comporte aucune mention relative aux effets publics, ni aucune invitation

textuelle et formelle à les vendre ou ne pas les acheter. Voici son raisonnement (1) :

« Attendu que le délit nouveau comporte la réunion de deux conditions essentielles : en premier lieu des agissements exactement définis....., en second lieu la mauvaise foi, ainsi que l'a observé le rapporteur au Sénat ; que la loi a ajouté à ces deux conditions conformes au droit commun, une 3<sup>e</sup> condition toute spéciale, la preuve d'un but de dépréciation, impliquant la latitude laissée par elle de provoquer la vente des valeurs d'Etat dans les cas, sans doute exceptionnels, où une pareille tentative serait justifiée par un autre but qu'un but de dépréciation ;

« ...Attendu que les termes de l'affiche incriminée ne comportent aucune mention relative aux rentes et autres fonds publics, par suite aucune incitation textuelle et formelle à les vendre ou ne pas les acheter..., que les mentions foncièrement déplacées et condamnables au nom du patriotisme le plus élémentaire, relatives à la dépréciation de notre devise et à la crise financière, ne sauraient suppléer à l'absence de provocation formelle à la vente des titres de rente, ni tomber sous le coup des dispositions du même paragraphe du même article 2, à défaut notamment du but de dépréciation qui n'a pu être établi par la prévention... »

Une affaire semblable fut évoquée devant le Tribunal correctionnel de Saint-Quentin le 8 avril 1927 (2) ; ce

1. Trib. correc. Montauban, 16 nov. 1926. *G. P.* 1927.1.301.

2. Trib. correc. de Saint-Quentin, 8 avril 1927. *G. P.* 1927.2.296.

Tribunal adopta une solution conforme à la précédente et estima que l'inculpation n'était pas établie :

« ...Attendu qu'il est incontestable que les termes de l'affiche sont de nature à provoquer chez le lecteur des craintes sur le sort des détenteurs des titres d'Etat que l'on représente comme voués à une ruine certaine par suite de la mauvaise gestion de nos finances et, par voie de conséquence, à détourner des placements de cette nature, à amener la vente des effets publics et leur dépréciation ; qu'il importe peu que l'invitation à se défaire desdits fonds d'Etat ne soit qu'implicite ; que le législateur n'a pas entendu subordonner l'existence du délit à l'emploi de termes et de formules en quelque sorte sacramentelles, ni assuré l'impunité aux individus assez avisés pour ne pas employer les expressions : « retrait de caisses publiques », « vente ou arbitrages de vente » et autres ne laissant place à aucune ambiguïté ;

« Attendu que les termes de l'affiche apparaissent donc comme remplissant la première condition exigée par la loi du 12 février 1924 ; qu'il échet de rechercher en second lieu, s'ils tendaient à un but de spéculation ou de dépréciation ;

« Attendu qu'il est hors de doute que l'auteur du placard, pas plus que celui qui en a ordonné l'apposition, ne cherchait à réaliser aucune opération financière ; que l'avilissement de notre monnaie nationale ne paraît pas non plus avoir été le but poursuivi... »

On remarque tout de suite la différence qui sépare ce jugement de celui rendu par le Tribunal de Montauban.

Ici, pour tomber sous le coup de la loi, il suffit que l'incitation à vendre soit « implicite », les juges de Montauban, plus difficiles, exigent qu'elle soit « textuelle et formelle ». Néanmoins, leur conclusion est la même.

La Cour d'appel d'Amiens qui a eu à connaître de la question le 22 octobre 1925 a estimé que la loi de 1924 a dérogé au droit commun de la liberté de la presse et permet d'exclure du domaine de la libre critique les appréciations politiques et financières qui seraient de nature à troubler le crédit de l'Etat (1).

La Cour de cassation elle aussi a condamné ces polémistes trop ardents et par un arrêt du 17 juin 1927 (2), statuant sur un pourvoi d'un arrêt de la Cour de Douai du 3 mars 1927, elle a estimé que les termes de l'affiche tombaient sous l'application de la loi, « les résultats des affirmations répandues ainsi dans le public étant le but poursuivi ».

Nous avons vu que depuis la Cour suprême n'a pas changé d'avis.

Les tribunaux ont eu également à s'occuper d'une affaire d'atteinte au crédit de l'Etat, ou, plus encore que pour l'affiche des royalistes, le but politique semblait dominer le but de dépréciation. C'est l'affaire de la « Sapart ».

Au mois d'août 1927, on apprenait de Strasbourg qu'une Société alsacienne de Participation industrielle, appelée la Sapart par abréviation, allait être constituée

1. Amiens, 22 octobre 1925, cité par Tchernoff, *Export. et import. des capitaux et titres*.

2. Cass. Crim., 17 juin 1927. Dalloz, 1927. I. 180.

sur la base de 10 millions dans le but d'assurer une consolidation des œuvres sociales du corps enseignant. On indiquait les noms des principaux animateurs de cette société en formation. Il s'agissait de deux hommes jouant un rôle important dans le mouvement autonomiste, M. Rossé, instituteur, qui a été depuis élu député du Bas-Rhin et invalidé par la Chambre, et M. Herzog. La presse publiait également les statuts provisoires de la Sapart, ainsi que le texte d'une circulaire confidentielle destinée exclusivement aux hommes de confiance chargés de la délicate mission de recueillir les 10 millions. Dans cette circulaire on pouvait lire ces lignes suggestives :

« ... La situation économique et financière actuelle est extrêmement favorable à l'action que nous projetons. Personne ne peut dire quelle sera la situation à la fin de cette année ou à la fin de 1928. Au cours de la propagande, il ne faut pas oublier d'attirer l'attention sur le fait que l'argent déposé dans les banques et dans les caisses d'épargne est toujours exposé à un certain danger. »

Les journaux nationaux anti-autonomistes firent ressortir que cela constituait une attaque directe contre le crédit de l'Etat qui s'aggravait du fait que les hommes de confiance chargés de recueillir les souscriptions se recrutaient parmi les instituteurs cumulant les fonctions de greffier de mairie et de secrétaire des Caisses d'épargne. Par ailleurs on supposait que le capital de 10 millions recueilli allait constituer une caisse de combat pour l'autonomisme.

Trois mois plus tard, le 24 novembre, la Sapart,

était définitivement constituée par un acte notarié passé à Paris et on nommait président du Conseil d'administration une personnalité autonomiste bien connue, M<sup>e</sup> Julien Kraehling, avocat à Mulhouse, qui avait défendu l'abbé Haegy dans le procès que celui ci avait intenté au rédacteur du *Journal*, M. Helsey, à propos de son enquête en Alsace. Le lendemain, le Parquet général de Colmar, considérant que la constitution de cette société, dont les moyens d'action étaient si singuliers, constituait une atteinte au crédit de l'Etat, inculpait les personnes qui avaient contribué à mettre sur pied la Sapart, M<sup>e</sup> Kraeling à Mulhouse, M. Rossé et M. Herzog à Colmar, l'abbé Fashauer à Strasbourg. Des perquisitions furent faites, les inculpés protestèrent de la pureté de leurs intentions et déclarèrent que c'était là une manœuvre de leurs adversaires politiques.

Le temps passa, le second procès de Colmar amena la condamnation des principaux chefs de l'autonomisme et finalement l'affaire de la Sapart se termina par un non-lieu général.

## CHAPITRE II

### CRITIQUE

### DES SOLUTIONS DE LA JURISPRUDENCE

Il nous appartient maintenant de rechercher au milieu de toutes ces divergences jurisprudentielles dans quels cas les tribunaux ou les cours ont fait une juste application de la loi.

Nous avons vu précédemment la position de la jurisprudence :

1° Les tribunaux correctionnels font du but de spéculation ou de dépréciation un élément de la poursuite et relaxent les prévenus faute par le Ministère Public d'avoir apporté contre eux la preuve de la spéculation ou de la dépréciation ;

2° La Cour d'appel de Bordeaux, élargissant considérablement le délit d'atteinte au crédit de l'Etat, ne tient aucun compte du but indiqué par la loi en l'écartant de l'existence du délit ;

3° Les autres Cours d'appel et la Cour de Cassation, approfondissant le sens du mot but, punissent ceux qui ont agi simplement dans une intention délictueuse, ayant conscience de leur mauvaise foi.

Nous allons d'abord préciser la notion du but et ceci nous amènera à constater que le législateur a entendu faire de l'existence d'un but déterminé un élément constitutif du délit, puis nous rechercherons si dans les cas d'espèce soumis à l'examen des tribunaux, cette existence se trouvait réalisée. Nous serons alors en mesure de porter un jugement sur l'œuvre de la jurisprudence.

## *SECTION I*

### **Le but de dépréciation, élément constitutif du délit.**

Le Droit pénal moderne repose, en matière d'infraction, sur quelques principes généraux aujourd'hui

indiscutés. L'élément moral de l'infraction se compose de trois éléments bien distincts, dont l'existence est aujourd'hui admise par l'unanimité de la doctrine.

1<sup>o</sup> La volonté de commettre l'acte matériel, indépendamment de son caractère délictueux ;

2<sup>o</sup> L'intention qui, suivant la définition de Garraud, est « la direction de la volonté vers l'acte incriminé ». C'est donc la conscience chez l'agent qu'il accomplit l'acte comme délit.

3<sup>o</sup> Enfin le mobile qui a poussé l'agent à agir. Qu'on nomme ce motif final mobile, comme le fait la doctrine française, ou but, comme le font certains criminalistes étrangers (1), on veut toujours entendre par là la cause qui a poussé l'agent à agir : Le mobile qui pousse un mari outragé à tuer l'amant de sa femme est la jalousie et la vengeance, c'est aussi le but dans lequel il a agi.

Au point de vue de la culpabilité, seules comptent la volonté et l'intention, comme le mettent très judicieusement en lumière les professeurs Henry et Laborde-Lacoste dans diverses notes sous des arrêts de jurisprudence (2).

La volonté, d'après l'article 64 du Code pénal, est un élément essentiel d'imputabilité, l'intention est exigée également pour déterminer la culpabilité pour toutes

1. Voir E. Ferri, *Sociologia criminale*, n<sup>o</sup> 60, p. 628 (4<sup>e</sup> édition). *Difese penali e studi di giurisprudenza*, p. 404 et suiv. ; Florian, *Teoria psicologica della diffamazione* (Torino, Bocca, 1893).

2. Voir Cass. crim., 11 décembre 1925, Sirey, 1927.1.65, avec une note de M. Laborde-Lacoste ; Cass. crim., 24 juin 1926, Dalloz, 1927.1.177, avec une note de M. Henry.

les infractions dites intentionnelles, seul le mobile ou le but de l'agent reste sans influence sur la culpabilité. Il peut être pris en considération par le juge pour la détermination de la peine, une action blâmable pouvant avoir des motifs honorables. Le jury a même à ce point tendance à apprécier le mobile qu'il en arrive à faire une confusion presque constante entre le mobile et l'intention. Cette confusion, dit Garraud, est le « pain quotidien de ses décisions ». Elle est fâcheuse, car le principe de l'impunité assurée à ceux qui commettent une infraction par des motifs et dans un but qui ne présentent pas un caractère antisocial est excessif dans sa généralité. « Il méconnaît, disent Vidal et Magnol dans leur *Traité classique*, le rôle nécessaire de la peine comme expression de blâme social et d'avertissement de s'abstenir de certains actes ».

Ce n'est qu'exceptionnellement que le but constitue un élément nécessaire de l'infraction. On est alors en présence du *dolus specialis*, du but particulier, spécial, sans lequel l'acte ne saurait être tenu pour délictueux. « Ce caractère précis, particulier, spécial du mobile final, du but, est absolument nécessaire, dit M. Laborde-Lacoste dans la note précitée, car les textes qui le mentionnent doivent s'appliquer en des matières où l'activité de l'agent est considérée comme licite ou illicite suivant telle ou telle interprétation que séparent seulement des nuances délicates. »

La pierre de touche qui permet de dire dans quels cas on se trouve en face de ce *dolus specialis* exigé par la loi se trouve dans les mots « dans le but de », suivis

dit M. Laborde-Lacoste, d'un terme individualisant le mobile de l'agent. Afin de mieux déterminer le sens qu'il faut donner à ces mots dans la loi qui nous occupe, recherchons quelle valeur leur ont donnée la doctrine et la jurisprudence dans un certain nombre de lois spéciales où nous les rencontrons :

I. — Nous les voyons tout d'abord dans la loi du 28 juillet 1894, ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes (1).

Voici le texte des articles 1 et 2 :

Art. 1<sup>er</sup>. — « Les infractions prévues par les articles 24 § 1 et 3, et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, sont déférés aux tribunaux de police correctionnelle lorsque ces infractions *ont pour but* un acte de propagande anarchiste. »

Art. 2. — « Sera déferé aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2.000 fr. tout individu qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sera convaincu d'avoir, *dans un but* de propagande anarchiste :

« 1° Soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incité une ou plusieurs personnes à commettre, soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du Code pénal ;

« 2° Ou adressé une provocation à des militaires des

1. Voir Dalloz périodique, 1894.4.31.

armées de terre ou de mer *dans le but* de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires et la défense de la Constitution républicaine... »

Nous remarquons que dans ce texte, à trois reprises différentes, le législateur a précisé que le délinquant devait, pour pouvoir tomber sous le coup de la loi, avoir agi dans un but spécial, ici la propagande anarchiste. Aussi les commentateurs de la loi ne manquent-ils pas de signaler cette nouveauté : « Quand ces délits de provocation ou d'apologie ne présentent pas un caractère anarchiste, la loi nouvelle leur est absolument inapplicable », dit Barbier (1). Et il ajoute : « En définitive l'article premier ne nous paraît soulever qu'une seule difficulté d'interprétation : la provocation ou l'apologie a-t-elle ou non pour but un acte de propagande anarchiste ? »

Au sujet de l'article 2, le même commentateur souligne que pour être punissables les infractions prévues par ce texte doivent avoir été commises dans un but de propagande anarchiste. La Cour de cassation a toujours fait de ce but de propagande anarchiste « la condition unique et essentielle » des incriminations de la loi du 28 juillet 1894 :

« ... Attendu que l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1894 ayant pour objet de réprimer les menées anar-

1. Voir Barbier, *Compl. du Code expliqué de la presse*, n° 316, bis et *Code expliqué de la presse*, 2<sup>e</sup> éd., par Matter et Rondelet, n° 316 bis.

chistes exige comme condition unique et essentielle que les faits donnant lieu aux poursuites aient été commis *dans un but* de propagande anarchiste (1). »

« ... Attendu qu'en affirmant, dans ces conditions, que la provocation a eu pour but un acte de propagande anarchiste, l'arrêt attaqué a régulièrement motivé sa décision, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 28 juillet 1894 exigeant, *comme condition unique et essentielle*, que les faits donnant lieu aux poursuites aient été commis dans un but de propagande anarchiste (2). »

Ces arrêts montrent bien toute l'importance que la Cour suprême attache aux mots : « Dans le but de... ».

II. — La même condition de but se retrouve en matière de spéculation illicite, dans l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 sur la taxation des denrées et substances et dans l'article 6 de la loi du 23 octobre 1919 réprimant la spéculation illicite sur les loyers. Voici les textes :

Art. 10 de la loi du 20 avril 1916. — « Seront punis des peines portées en l'article 419 du Code pénal tous ceux qui, pendant la durée de l'application de la présente loi, soit personnellement, soit en tant que chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toutes Sociétés ou Associations, même sans emploi de moyens frauduleux, mais *dans un but* de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifiée par les besoins

1. Cass. crim., 2 février 1906. Voir *Bulletin crim.*, n° 56.

2. Cass. crim., 25 août 1912. Voir *Bulletin crim.*, n° 226, p. 402. Cass. crim. 9 février 1924. Sirey 1925.1.441 et 7 août 1925, *Bulletin crim.*, n° 258.

de leurs approvisionnements ou de légitimes provisions industrielles et commerciales auront opéré ou tenté d'opérer la hausse du prix des denrées ou marchandises au-dessus des cours qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce... »

Art. 6 de la loi du 23 octobre 1919. — « Pendant la période d'application de la présente loi, seront punis des peines portées en l'article 419 du Code pénal ceux qui, dans un but de spéculation, soit individuellement, soit collectivement, auront provoqué ou tenté de provoquer la hausse des prix des baux à loyers au-delà des taux que représentent l'augmentation des charges de la propriété bâtie et la concurrence naturelle et libre du commerce. »

Ici encore la doctrine s'est attachée à faire du but de spéculation illicite un des éléments de l'infraction, en faisant remarquer que ce texte diffère de celui qui détermine le délit d'accaparement (art. 419 du Code pénal) par la présence des expressions « dans un but de spéculation illicite ».

Le professeur J.-A. Roux souligne le dessein du législateur : « Le législateur n'a entendu réprimer que des actes spéculatifs. Alors que le délit de l'article 419 ne suppose pas nécessairement un but de spéculation, que les sanctions pénales de l'article 419 peuvent s'appliquer alors que le prévenu a cherché un but politique ou tout autre objet, le délit de l'article 10 de la loi de 1916 au contraire implique nécessairement un but spéculatif. »

Le président G. Le Poittevin écrit de son côté : « l'ar-

ticle 419 du Code Pénal est applicable quel que soit le mobile de celui qui a opéré la hausse et la baisse des cours ; il n'est pas nécessaire qu'il ait agi dans un but de spéculation. Ainsi il est bien certain que tomberait sous le coup de l'article 419 celui qui, pour des motifs purement politiques, aurait, par l'un des moyens prévus par ce texte, amené la hausse ou la baisse de la rente française ou de certaines marchandises (cf. Locré, *Législation civile, commerciale et criminelle*, t. 31, p. 185 et 186). Le système admis par le législateur de 1916 est complètement différent : l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 ne réprime que la hausse faite ou tentée dans un but de spéculation illicite (1). »

La jurisprudence des Tribunaux et des Cours d'appel, approuvée par la Cour de cassation, a toujours fait du but de spéculation illicite un des éléments constitutifs de l'infraction (2).

En ce qui concerne l'article 6 de la loi du 23 octobre 1919 sur la spéculation illicite des loyers, même accord entre la doctrine et la jurisprudence (3) pour faire du but de spéculation illicite un des éléments constitutifs du délit. M. Le Poittevin déclare : « L'intention coupable se trouve affirmée lorsque le jugement ou l'arrêt de condamnation déclare que le prévenu a agi dans un but de spéculation illicite (4) ».

1. G. Le Poittevin, dans les *Lois nouvelles*, 1290, 1<sup>re</sup> partie, p. 117.

2. Voir Cass. crim., 30 mars 1918. Sirey 1918-1919.1.185 avec une note de M. J.-A. Roux.

3. Cass. crim., 22 octobre 1920. *Gaz. Pal.*, 1920.2.580.

4. G. Le Poittevin, dans les *Lois nouvelles*, 1921, 1<sup>re</sup> partie, p. 21.

Dans une loi voisine, la loi du 30 décembre 1926 modifiant les articles 419, 420 et 421 du Code pénal, relatifs au délit d'accaprement ou de coalition; on trouve également trace d'un mobile spécial : pour tomber sous le coup de la loi, il faut avoir agi « dans certains desseins ». M. le professeur Hugueney, voit dans cette condition de but une tendance du droit pénal moderne : « Par cette prise en considération, non pas seulement de l'intention au sens classique du mot, mais du motif, la loi du 3 décembre 1926 (à propos de laquelle notre savant Maître écrit cet article) se relie à tout un mouvement fort remarquable du droit pénal contemporain, mouvement dont on trouvera d'autres traces dans l'article 10 de la loi du 20 avril 1916, créant le délit de spéculation illicite, dans l'article 3 de la loi du 31 juillet 1920 sur la propagande anticonceptionnelle, dans l'article 2 de la loi du 12 février 1924 et sur lequel on pourra lire d'intéressantes observations dans la *Revue internationale de droit pénal* (Laborde-Lacoste, Référence citée) (1) ».

III. — La troisième matière à propos de laquelle le législateur a précisé la notion de but, est la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.

L'article 3 de la loi du 31 juillet 1920 est ainsi rédigé :

« Sera puni d'un mois de prison et d'une amende de 100 à 5.000 francs, quiconque, *dans un but* de propagande anticonceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1 et 2, décrit ou divulgué ou

1. L. Hugueney, Commentaire de la loi du 30 décembre 1926. Dans les *Lois Nouvelles*, 1927, 1<sup>re</sup> partie, p. 70.

offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore facilité l'usage de ces procédés. »

La doctrine a constaté que là encore le législateur a fait du but de propagande anticonceptionnelle l'élément intentionnel du délit, dont la preuve doit être rapportée pour que les conditions exigées par la loi soient réunies (1).

La jurisprudence elle aussi a exigé que l'agent ait agi dans un but de propagande anticonceptionnelle pour encourir les sanctions de la loi du 31 juillet 1920 (2). Des prévenus étaient poursuivis pour vente et mise en vente d'instruments et objets divers, ayant ainsi, dans un but de propagande anticonceptionnelle, divulgué des procédés propres à prévenir la grossesse ou d'avoir ainsi facilité l'usage de ces procédés. Le tribunal correctionnel de la Seine les acquitta, parce que le Ministère public n'avait pas réussi à prouver que les agissements qui leur étaient reprochés avaient été accomplis dans un but de propagande anticonceptionnelle.

La Cour de Paris, sur appel à minima du Ministère public, statua dans le même sens que les premiers juges, déclarant « que la vente ou la mise en vente d'objets ou instruments destinés soit à l'avortement, soit à prévenir la grossesse, est bien un des modes de perpétration du délit visé par la loi du 31 juillet 1920, mais à condition qu'à ce fait vienne s'ajouter un élément

1. Voir l'article de MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste, la répression de la propagande contre la natalité (extrait des *Annales de l'Université d'Aix*, nouvelle série, t. 8, p. 57).

2. Trib. correc. de la Seine. 11<sup>e</sup> Chambre 5 mai 1925. Cour d'appel de Paris, 21 juillet 1925. *Gaz. Pal.*, 1925. 2.433.

intentionnel qui n'est pas le même dans les deux cas, et qui consiste, pour l'avortement dans la connaissance chez le prévenu que les objets vendus étaient destinés à commettre ce crime, pour l'autre délit *dans le but* de propagande anticonceptionnelle poursuivi par le vendeur ; qu'il ne ressort pas des éléments de la cause soumis à l'appréciation de la Cour que les prévenus aient eu recours à aucun acte extérieur permettant de déduire qu'ils aient agi dans un but de propagande ainsi défini ; que dès lors, si répréhensibles et coupables que puissent être au point de vue moral et social les agissements reprochés aux prévenus, les éléments juridiques du délit visé font défaut dans l'état actuel de la législation. »

Sur pourvoi, la Cour de cassation rendit un arrêt confirmant l'attitude adoptée par les premiers juges (1).

Nous voyons donc que toutes les fois que la loi dit que pour qu'un délinquant puisse être puni il faut qu'il ait agi dans un but déterminé, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour déclarer que l'existence de ce but est un des éléments constitutifs du délit.

Dans notre matière des atteintes au crédit de l'Etat, les auteurs qui se sont occupés de la question n'ont pas manqué de signaler que la loi, en spécifiant que le délinquant devait agir dans un but de dépréciation ou de spéculation, avait voulu faire de ce but une des conditions d'existence du délit.

Dans la note précitée, M. Henry déclare : « Cette con-

1. Voir Cass. crim., 10 décembre 1925. D. P. 1926.1.97 avec une note de M. Nast.

dition d'intention, si elle est certainement nécessaire, n'est pas suffisante, étant donné la rédaction du texte. L'agent doit non seulement avoir voulu transgresser la loi de façon générale, mais il faut encore qu'il l'ait transgressée dans un certain but, et ce but c'est précisément le but de dépréciation exigé par l'article 2 § 2 de la loi, par conséquent le délinquant échappera à la répression chaque fois que le Ministère public ne pourra pas prouver que l'agent a agi dans un but de dépréciation, et à plus forte raison chaque fois qu'il sera établi que l'agent a réalisé le délit dans un but différent, comme par exemple un but de spéculation, un but politique, ou encore un but de critique scientifique ou de renseignement financier. Ce n'est que lorsque l'agent se sera proposé la dépréciation des effets publics qu'il tombera sous les prévisions de la loi. »

De son côté, M. Laborde Lacoste écrit : « Par conséquent le but de dépréciation de la loi de 1924 exprime l'intention formelle du législateur de ne punir que le mobile, le motif final de l'agent consistant à déprécier les valeurs ou fonds d'Etat. « Un spécialiste des études financières, M. Tchernoff (1), souligne lui aussi l'importance du but de l'auteur du délit qui est constitué par trois éléments : But de spéculation ou de dépréciation, but qui a pour résultat de porter atteinte au crédit de l'Etat, but qui a pour objet les devises nationales, les titres de rente et autres effets publics. Et il ne manque pas de comparer le texte de 1924 aux textes

1. Tchernoff. *Export. et import. des capitaux et titres.*

de 1916 et 1919 qui régissent la spéculation illicite (1).

En résumé, nous voyons qu'il est indéniable que le législateur, volontairement ou non (la hâte avec laquelle cette loi a été rédigée et votée permet cette supposition), a fait du but de dépréciation et de spéculation un véritable *dolus specialis*, élément constitutif du délit.

Ceci nous permet dès maintenant de nous élever contre l'interprétation de la Cour d'appel de Bordeaux qui, dans un arrêt précité, supprime purement et simplement l'expression : « dans un but de dépréciation ». C'est un procédé trop radical de discussion que de supprimer la source des difficultés. Aussi bien la Cour de cassation, dans son arrêt du 11 décembre 1928 rapporté plus haut, n'a-t-elle pas manqué de critiquer cette manière de raisonner : « ... Attendu que la Cour d'appel a ajouté à tort que l'infraction prévue par ce texte consistait dans un simple fait matériel et était caractérisé même lorsque son auteur n'avait pas agi de mauvaise foi.... »

## SECTION II

### **La condition de but était-elle réalisée dans les cas soumis aux tribunaux ?**

#### **But final et but immédiat.**

Il nous reste donc maintenant, pour pouvoir apprécier la jurisprudence, à essayer de rechercher dans quels cas ce but de dépréciation a été pratiquement atteint.

1. Tchernoff, *La spéculation illicite devant le Parlement et la justice pénale*. Rev. prat. de lég. et juris. ; *La spécul. illic.* Com

M. Henry, examinant tout d'abord le cas d'articles de presse rédigés dans un but politique, économique ou financier, remarque que l'auteur de l'article, en faisant la critique de la politique d'emprunts à jet continu pratiquée par le gouvernement, aboutit à rendre plus difficile une nouvelle souscription ; le but principal reste cependant ce qu'il considère son devoir de journaliste qui est d'éclairer l'opinion, et c'est ce qui amène le savant professeur à critiquer les arrêts de la Cour d'Amiens et de la Cour de Paris qui semblaient ne tenir compte que du but secondaire de l'agent.

Car nous voyons dès maintenant s'opposer deux notions de but, le but final et le but immédiat, ce dernier s'apparentant étroitement avec les motifs. Cette distinction avait été faite, nous l'avons vu, par les magistrats de la Cour de Rennes, à propos des agissements de démarcheurs de banque qui, après avoir cherché à discréditer les effets publics dans l'esprit de leurs auditeurs, essayaient de faire vendre ces fonds d'Etat pour qu'on en remploie l'argent en achetant les valeurs industrielles qu'ils étaient chargés d'écouler. Là encore nous voyons que l'agent semble avoir poursuivi un seul but, le but final, le placement de certaines valeurs, mais que pour arriver à ce but, il a dû en poursuivre un autre, le but secondaire, ou intermédiaire, ou immédiat, qui était la dépréciation des titres de rentes françaises. C'est à la faveur de cette distinction que la Cour

ment. de la loi du 23 oct. 1919. *Revue prat. de lég. et jurispr.*, p. 80 ; *La spécul. illic. en matière de vente de fonds de commerce* *Revue prat. de lég. et jurispr.*, p. 69 et suiv.

de cassation, approuvant la Cour de Rennes et la Cour d'Orléans et ne retenant que ce but secondaire, jugeait que la loi pouvait s'appliquer à ces cas d'espèce.

M. Henry s'élève contre cette tendance de la jurisprudence de ne prendre en considération que le but secondaire, et dans sa note il se livre à une étude très intéressante des principes généraux du Droit pénal pour arriver à montrer que l'on ne doit envisager que le but final de l'agent. Pénétrons à sa suite dans ce domaine qui s'apparente très étroitement à la philosophie et cherchons à préciser les termes que nous employons.

La cause finale est le but définitif que se propose la volonté de l'agent dans l'acte volitif.

La cause prochaine au contraire est un but intermédiaire que se propose l'agent en vue de la réalisation du but final. Pour illustrer ces définitions M. Henry cite l'exemple d'un explorateur qui veut accomplir un voyage de recherches. Il se propose tout d'abord d'atteindre les lieux mêmes de son exploration, puis là de commencer ses recherches. Le but final de l'agent est la satisfaction de sa curiosité scientifique, le but intermédiaire, c'est le voyage qui permettra ses recherches.

Cette distinction déjà fort ancienne, elle est l'œuvre des Canonistes, domine en Droit toute la notion de la cause. Nos anciens auteurs s'en sont inspirés dans l'élaboration de la théorie classique de la cause, et les causalistes modernes, en particulier M. Henri Capitant dans son grand ouvrage sur la *Cause des Obligations*, ont repris cette distinction et enseignent que seule doit

compter la cause finale, vrai et unique but de l'Obligation (1). C'est la réponse à la question célèbre : *Cur debetur?* qui indique la cause de l'obligation. Ici c'est la réponse à la question : *cur agitur?* qui indique le but réellement poursuivi par l'agent.

La jurisprudence fait deux applications intéressantes de cette théorie en matière de constitution de dot et de fondation. En général dans les libéralités, le but visé par le disposant est l'*animus donandi*, c'est-à-dire le désir d'enrichir le gratifié sans recevoir de lui aucune contre-partie. Or, en matière de constitution de dot par exemple, le disposant se propose un autre but qui est de faciliter le mariage du futur époux et de procurer des ressources au nouveau ménage. L'*animus donandi* devient le but secondaire, le but final étant le désir d'être agréable à X, futur époux. La conséquence que la jurisprudence tire de cette idée, c'est que, si le mariage n'a pas lieu, la constitution de dot se trouve révoquée de plein droit, le but visé par le constituant étant manqué.

De même, en matière de fondations, l'*animus donandi*, le désir de donner quelque chose à quelqu'un disparaît derrière la préoccupation d'assurer le sort de l'œuvre que le fondateur veut constituer. L'*animus donandi* n'est plus que le but secondaire employé pour atteindre le but final (2).

Passant du domaine du droit civil dans celui du

1. H. Capitant, *La Cause des Obligations*, 3<sup>e</sup> édition, n<sup>o</sup> 57, 72.  
A. Colin et H. Capitant, *Cours élémentaire de Droit Civil français*, 4<sup>e</sup> édition, t. 2 et 3.

2. *Rep. prat.* Dalloz, V<sup>o</sup> : *Disposition à titre gratuit*, n<sup>o</sup> 15 et s.,  
J. Hamel, *La notion de cause dans les libéralités*. Paris, 1920.

droit pénal, nous voyons qu'ici encore le mot but semble s'entendre toujours du but final. Lorsque la volonté de l'agent n'a porté que sur des buts intermédiaires, comme, cite M. Henry, la recherche d'instruments destinés à la réalisation du délit, on reste dans la phase préparatoire et la tentative punissable de l'article 2 du Code pénal n'est pas constituée (1). Lorsque la loi fait de la condition de but un élément constitutif du délit, la jurisprudence admet que seul entre en ligne de compte le but final : en matière de propagande anarchiste par exemple, la jurisprudence a toujours décidé que le but de propagande anarchiste doit être la condition unique et essentielle du fait délictueux.

De tout cet ensemble de constatations, M. Henry tire cette conclusion que, dans les cas d'espèce qui étaient soumis aux Cours d'appel et à la Cour de cassation, le démarcheur n'ayant voulu qu'un but secondaire, le placement des titres et non le but final de dépréciation, sa volonté reste incomplète, et il n'est pas punissable.

Dans le conflit qui divise la jurisprudence, il prend parti pour les Tribunaux contre les Cours d'Appel et la Cour suprême.

Dans une note du *Recueil Sirey*, à laquelle nous nous sommes déjà plusieurs fois référés, M. Laborde-Lacoste, professeur de Droit pénal à la Faculté de Droit de Bordeaux, apprécie pareillement l'œuvre jurispru-

1. Voir Vidal et Magnol, *Cours de Droit Criminel*, n° 97, p. 154 et Cass. crim., 3 janvier 1913. D. P. 1914.1.41, avec une note de M. Donnedieu de Vabres. Sirey, 1913.1.281 avec une note de M. Roux.

dentielle. Après avoir fait l'analyse classique de la notion de but à laquelle nous nous sommes livrés, le savant professeur déclare que cette analyse le pousse à condamner le système des Cours d'Appel, assimilant le but final et le but accessoire et il conclut ainsi : « Mais, disent les arrêts, pareille interprétation rend la loi de 1924 inapplicable... Absolument inapplicable? Non. On conçoit telle espèce déterminée, ayant pour mobile, motif final, pour but, un mobile, un motif final, un but de dépréciation. Nous croyons même l'avoir vu se réaliser dans les circonstances suivantes. Sur une scène de province, récemment, une jeune actrice parodiait quelques fables de La Fontaine. La fable de la cigale et la fourmi servait notamment de prétexte à une comparaison entre le bourgeois prodigue (la cigale) et le bourgeois économe (la fourmi). La morale consistait à montrer que le résultat pour l'un et pour l'autre était le même, étant donné la baisse des fonds d'Etat qui avaient servi de placements à la naïve et crédule fourmi ! »

Même dans l'examen de ce cas déterminé nous ne serons pas de l'avis de M. Laborde-Lacoste. L'éminent professeur donne en effet ce cas comme exemple d'une espèce où le motif final, le véritable motif, est le but de dépréciation. Or, en réalité, que cherchait l'actrice, ou plutôt l'auteur de la satire incriminée? Quel était son but véritable, son but unique, son but final, pour employer le langage des philosophes et des juristes? Déprécier les fonds d'Etat, le Crédit National, le vieux 3 % perpétuel des pères de famille assis aux fauteuils

d'orchestre ? De tout cela, croyons-nous, auteur et actrice n'avaient cure. L'auteur, à notre avis, n'employait cette forme satirique que comme moyen, comme but accessoire ou immédiat diraient les magistrats de la Cour d'Orléans et de la Cour de Rennes, et le but final, le seul intéressant pour l'auteur, c'est le divertissement du public. Quand sur les scènes des music-halls ou sur les planches de cabarets, on représente le ministre des Finances en vide-gousset ou le ministre de la Guerre en Napoléon ridiculement chargé, faut-il penser que le but de l'auteur est d'émettre des suspicions sur la moralité de notre grand argentier ou sur les ambitions démesurées du ministre de la rue Saint-Dominique ? Nous ne le pensons pas et nous croyons que c'est le seul désir d'être à la page qui peut pousser un revuiste qui connaît son public et son métier, à dire : « Voyez combien nous sommes malheureux ! Notre franc est si bas, notre dette est si lourde, notre crédit est si faible, que la fourmi prévoyante mais peu clairvoyante, puisqu'elle avait confié ses économies d'été au Trésor public, se trouve aux approches de l'hiver... 1927 aussi démunie que la cigale, la danseuse... » Si l'on veut voir absolument un danger dans cette parodie, nous répondrons qu'il s'en dégage tout au plus, au lieu d'une leçon d'économie bourgeoise, une espèce d'invitation à la valse !

Si l'on veut faire du but de dépréciation le but final de l'agent nous pouvons affirmer qu'il est impossible d'imaginer un cas d'espèce où ce but se rencontrerait. L'adversaire du régime qui déprécie les effets publics

agit, non dans un but final de dépréciation, mais pour substituer plus facilement à l'organisation politique existante l'ordre nouveau dont il rêve. L'anarchiste qui déprécie les fonds d'Etat agit non dans un but final de dépréciation mais afin de dépouiller la classe possédante qu'il combat ou d'abattre la patrie qu'il nie. C'est d'ailleurs ce que constatait l'arrêt de la Cour de Rennes : « ... Il est impossible d'imaginer une espèce quelconque, de tendance, soit politique, soit financière, sans apercevoir un but final autre que le but de dépréciation lui-même. »

Nous voyons donc que les précédents en législation et en jurisprudence et que la Doctrine, entendant le mot but dans le sens restrictif de but final, rendent pratiquement inapplicable la loi de 1924. Devons-nous nous ranger à leur avis et à leur suite condamner la tendance de la Cour de Cassation ? Nous ne le pensons pas pour une double série de motifs, tirés à la fois des Travaux Préparatoires et d'une analyse plus nette des cas d'espèce soumis aux Tribunaux.

A la séance du Sénat du 29 janvier 1924, M. Guillaume Poulle, rapporteur de la loi disait : « Par l'article 2 il s'agit d'atteindre quiconque aura, même sans emploi de moyens frauduleux, mais évidemment de mauvaise foi, car il n'y a pas de délit sans intention coupable, opéré ou tenté d'opérer... » Et il ajoutait peu après « ... Tel est l'ordre de faits, graves assurément, contre lequel le Gouvernement veut défendre le crédit de la France. Ceux qui portent atteinte au Crédit de l'Etat doivent être frappés sévèrement. Le gouverne-

ment estime que le fait de se rendre coupable de ces délits dans une intention coupable, bien entendu, mais sans avoir recours à des voies ou moyens frauduleux, doit être puni au même titre que lorsqu'il s'agit de mêmes faits s'accompagnant de moyens frauduleux ».

Le ton du rapporteur nous paraît indiquer clairement la volonté du législateur. Ce dernier a surtout insisté sur l'intention coupable. S'il avait voulu faire du but un élément essentiel du délit, sans doute eût-il insisté sur ce fait qui est, nous l'avons noté, une exception en droit pénal.

Pour le rapporteur, « dans un but de dépréciation », signifie avec mauvaise foi, c'est-à-dire en connaissance de cause. Le législateur semble avoir confondu le dol spécial avec l'élément intentionnel.

Mais cet argument ne nous suffit pas pour approuver la jurisprudence de la Cour de Cassation. En effet que cela résulte d'une erreur de rédaction ou de la volonté du législateur, le texte porte : dans un but de dépréciation, et nous avons vu que cette expression doit, de l'avis de la doctrine, de la législation et de la jurisprudence s'entendre restrictivement et uniquement du but pénal. Nous irons plus loin et essayerons de montrer que, dans les cas d'espèce qui étaient soumis à l'appréciation des juges, la distinction de but final et de but secondaire est artificielle et que, en réalité, nous nous trouvons en présence de deux buts parfaitement distincts l'un de l'autre.

Reprenons en effet l'exemple des démarcheurs et

analysons très exactement leurs agissements. Nous voyons qu'on peut les diviser en deux phases :

1<sup>o</sup> Ils commencent par dresser un tableau tragique de la situation, ils font prévoir une baisse de plus en plus rapide des titres de rente. Ils diminuent la confiance que les porteurs peuvent avoir en eux. Quel est le but de ces discours ? La dépréciation des effets publics ;

2<sup>o</sup> Cette dépréciation opérée dans l'esprit du client occasionnel, ils l'amènent forcément à se défaire de ses titres de rente. Ils font alors l'éloge des valeurs industrielles qu'ils sont chargés d'écouler. Quel est le but de ces manœuvres ? Amener le client à souscrire à leurs actions.

Nous voyons qu'il s'agit là de deux attitudes distinctes, de deux faits parfaitement détachables l'un de l'autre. Supposons en effet qu'au moment où ils en arrivent à la fin de la première partie de leur si intéressante conversation, alors qu'ils n'ont encore que déprécié les titres de rente, un événement extérieur survienne, qui les empêche de continuer, par exemple l'arrivée d'une personne devant laquelle ils n'osent achever leurs propositions de emploi, ou encore le fait que leur auditeur, commerçant, est appelé dans son magasin par ses propres clients et immobilisé plusieurs heures, les obligeant à partir avant d'avoir complètement terminé leur mission peu délicate, que va-t-il se produire ? L'homme restera sous le coup des révélations qu'il vient d'entendre et auxquelles il ajoutera la foi naïve et bien connue des gens de la campagne. Son premier soin, le jour de marché suivant, sera de donner

à sa banque l'ordre de vendre ses titres, après quoi, soulagé, croit-il, il ne manquera pas de conseiller à ses amis d'en faire autant, faisant état des renseignements qui lui aura donnés le démarcheur. Et le mal sera fait.

Un jugement du tribunal correctionnel d'Orléans que nous avons rapporté ci-dessus (1) parle de dépréciation sur le marché, mais rien dans la loi ne permet de supposer que le législateur a entendu punir exclusivement ceux qui ont amené la dépréciation des titres sur le marché. Nous pensons que la dépréciation est également punissable quand elle s'exerce sur l'esprit des porteurs de rente. D'ailleurs en supposant même que le législateur ait visé en effet la dépréciation sur le marché, les actes auxquels nous faisons allusion constitueraient, aux yeux de la loi pénale, une tentative punissable.

Dans une affaire soumise à la Cour de cassation (2), le conseiller rapporteur, M. Philippe Bourgeon, paraît défendre un point de vue identique au nôtre quand il écrit : « Très simple en effet a été la manière de procéder de P. : discréditer les fonds d'Etat dont il voulait provoquer la vente aux yeux de ceux qui en étaient les porteurs, puis par ces ventes elles-mêmes faire naître dans l'esprit d'autres personnes les doutes les plus graves sur la solidité de ces titres et les entraîner à leur tour par la contagion de l'exemple, contagion qui en cette matière peut aller jusqu'à la panique... » On

1. Trib. correc. Orléans, 27 octobre 1925. Sirey, 1925.2.110.

2. Cass. crim., 24 juin 1926. *Gaz. Pal.*, 1926.1.411.

voit bien que, dans la pensée de l'éminent conseiller, il s'agit, comme nous nous efforçons de le démontrer, de deux actes distincts, chacun ayant un but bien déterminé.

Nous pensons donc que lorsque la doctrine classique parle de but final et de but secondaire, celui-ci inféodé au premier qui seul doit être pris en considération, souvent il y a en réalité deux buts indépendants et, pour arriver à s'en rendre compte sans risque d'erreur, nous proposons le critérium suivant :

Quand le fait incriminé pourra se décomposer en deux faits distincts, chacun ayant un but bien déterminé, parfaitement détachable de l'autre, il faudra admettre la dualité et l'indépendance des buts, parce qu'il y a dualité et indépendance des faits déterminants, comme il y aurait dualité et indépendance de résultats engendrés. Quant au contraire le fait formera en lui-même un tout indivisible, il n'y aura qu'un seul but : le but final, le soi-disant but accessoire n'étant en réalité qu'un moyen.

Aussi nous estimons que dès que le but de dépréciation a été voulu par les inculpés, on doit leur faire application de la loi sans rechercher si le but de dépréciation est lié à un autre but de vente de valeurs industrielles.

Notre raisonnement se trouve, pensons-nous, renforcé si nous passons maintenant à l'examen des affaires provoquées par la rédaction ou l'apposition des affiches de l'Action française. En effet ici le rôle de l'agent est terminé à la fin de la première phase.

Il se contente de déprécier le crédit de l'Etat républicain.

La deuxième phase, celle qui consiste à penser : « le régime est mauvais, changeons-en », ne dépend plus de l'agent. C'est au lecteur de l'affiche qu'il appartient de penser ou de ne pas penser, qu'en effet la République nous conduit à la ruine, de conclure ou de ne pas conclure — et là grande majorité n'a pas conclu ! Par conséquent ici encore deux faits et deux buts distincts :

1<sup>o</sup> Dépréciation des titres de rente ;

2<sup>o</sup> Désir de provoquer un changement de régime.

Nous voyons donc que dans les deux groupes de cas d'espèce qui étaient soumis à l'appréciation des juges, il y avait en premier lieu but de dépréciation. Peu importe qu'ensuite l'agent ait voulu autre chose ; avant de vouloir placer ses titres, avant de vouloir faire opérer un changement de régime, il a voulu déprécier les effets publics.

Nous estimons donc que dans tous les cas les prévenus tombaient sous le coup de la loi.

Le tribunal de la Seine (dans l'affaire de Vezins), la Cour de Paris (dans la même affaire), les Cours d'Orléans, de Rennes et de Besançon nous paraissent avoir eu raison d'appliquer la loi, encore qu'à notre avis, ces différentes juridictions n'aient pas assez nettement remarqué le caractère principal de dépréciation voulu et trop souvent atteint par les prévenus.

### CHAPITRE III

#### LES LACUNES DE LA LOI

ans les pages précédentes nous avons vu comment le texte de cette loi du 12 février 1924, si court, en apparence si net, et qui semble si peu propre à des difficultés d'interprétation, est en réalité le siège d'une obscurité de rédaction, à la faveur de laquelle il risque de devenir inopérant. Ce vice grave n'est pas le seul que l'on puisse objecter au texte de 1924 et nous estimons qu'à côté de cette négligence littéraire il offre le vice infiniment plus grave de présenter de véritables lacunes, dans certains cas même une regrettable carence de la répression.

Qu'a voulu en effet faire le législateur en édictant la loi qui nous occupe ? Frapper ceux qui portent atteinte au crédit de l'Etat. Or, on peut porter atteinte au Crédit de l'Etat de diverses façons. Nous avons vu qu'il y a d'abord le cas visé par l'article 1<sup>er</sup> de la loi : propagation dans le public, ou au moyen de manœuvres frauduleuses quelconques, de faits faux ou calomnieux, tendant à provoquer des retraits de fonds des caisses publiques. Il y a ensuite le procédé réprimé par l'article 2 § 1 et que nous appellerons « le jeu à la baisse » des devises nationales ; il y a aussi ce qu'on peut appeler « le jeu à la vente » des titres de rentes ou autres effets publics, prévu par le paragraphe 2 du

même article. Ce sont là les seuls procédés envisagés par la loi et réprimés par elle.

N'y en a-t-il point d'autres à côté de ceux-là ? à cette question nous n'hésiterons pas à formuler une réponse affirmative.

En effet rarement le délit d'atteinte au crédit de l'Etat se présente isolément. On procède généralement par campagnes organisées. Il y a la campagne des prospecteurs qui vont à domicile faire miroiter aux yeux trop crédules des porteurs de rente les avantages d'une savante combinaison industrielle ou les immensités... insondables de nappes plus souvent chimériques que pétrolifères. Ceux-là, à la rigueur, peuvent faire l'objet de poursuites, car on peut réussir à démontrer le but de spéculation qu'ils poursuivent. Mais à côté de ces campagnes financières il en est d'autres, plus dangereuses encore à notre avis, et qui restent impunies. Il s'agit dans notre pensée, des campagnes organisées par la presse et qui, sous couleur d'opposition aux projets du gouvernement, dépassent le but et la mesure, et aboutissent à ébranler sérieusement la confiance du public dans le crédit de l'Etat. En effet les campagnes de presse auxquelles nous faisons allusion se produisent généralement alors que la confiance du public dans la solvabilité de l'Etat créancier commence à s'émousser. Ce serait, semble-t-il, le moment, pour la partie de la presse qui lie le crédit de l'Etat à la sécurité nationale, de rassurer le public et de lui montrer que, malgré les fautes inévitables des gouvernants, on peut continuer à avoir confiance dans la parole donnée par l'Etat au

nom de la France. Cette œuvre saine d'optimisme de commande pourrait s'allier fort bien, croyons-nous, aux critiques formulées à l'encontre de tel ou de tel acte du gouvernement. Rassurer les esprits sans cesser pour cela une opposition vigoureuse à l'action officielle quand on la juge contraire aux intérêts du pays, la formule ne nous semble nullement contradictoire en elle-même, et nous pensons que l'on peut critiquer sans pour cela jouer les Cassandres ! Ce ne fut pas l'opinion des journaux d'opposition dans cette période qui s'étend de mai 1924 à juillet 1926, pendant ces vingt-six mois si tragiques pour nos finances et qui faillirent voir sombrer le crédit de l'Etat français.

Jugeant les projets et les actes du gouvernement du cartel des gauches dangereux pour l'épargne publique et désastreux pour les finances du pays, les journaux adversaires du gouvernement entamèrent une campagne de presse d'une violence inouïe et qui, par delà l'opposition au gouvernement, risquait d'atteindre, atteignait même le crédit de l'Etat.

« Il apparaît clairement qu'il (*l'Ouest-Eclair*) ne peut conseiller à ses lecteurs de souscrire à une opération qu'il juge désavantageuse pour lui-même » (*l'Ouest-Eclair*, 2 novembre 1924).

L'atteinte au crédit public n'est-elle pas nettement caractérisée, en dehors de tout texte législatif ?

Le gouvernement à court d'argent liquide ayant demandé aux contribuables de payer une partie de leurs impôts par anticipation (ce qui était de leur part un acte de foi dans le crédit de la France), voici les

conseils qu'un journal du soir donne à ses lecteurs :

« Peut-on demander à ceux qui souhaitent impatiemment pour le salut de la France la fin d'une administration imprévoyante et démagogique, d'aller jeter leur argent dans les caisses grevées du gouvernement ? » (*La Liberté*, 18 février 1925).

...Jeter son argent dans les caisses grevées du gouvernement...? Dangereuse littérature que celle qui peut nuire à la sécurité financière du pays !

On fait entrevoir aux lecteurs de peu réjouissantes perspectives :

« Une crise financière sans précédent est à envisager dès maintenant. Que sera demain le crédit de la France ? » (*Le Temps*, 20 mai 1924).

Les démarcheurs condamnés par la Cour de cassation ne s'exprimaient pas autrement !

Le corollaire de cette campagne est de favoriser l'évasion des capitaux :

« Dans cet état d'esprit le porteur vend les rentes, se rejette sur les valeurs industrielles ou internationales, il porte ses capitaux et place sa fortune hors de France à l'abri de certains appétits » (*Le Temps*, janvier 1925).

Enfin, dernier stade de la campagne, celui qui marque le plus nettement que sans le vouloir on nuit au crédit public, l'invitation cynique à la fraude fiscale et le conseil de la grève devant l'impôt :

« Quand l'Etat exagère les tarifs de ses impôts, la fraude qui est toujours blâmable du point de vue de la morale, devient au point de vue économique et social un correctif salutaire » (*L'Avenir*, 5 mars 1925).

« J'estime que la grève du contribuable est, dans certains cas, le premier et plus imprescriptible des devoirs » (*La Liberté*, 9 février 1926).

Comment donc s'étonner que devant un pareil concert une banque étrangère ait osé envoyer cette odieuse circulaire : « Petits et gros rentiers français, vous ne pouvez avoir confiance dans le crédit de la France... L'heure est venue pour vous de constituer à l'étranger des dépôts qui vous permettront de traverser les heures difficiles qui doivent bientôt sonner pour vous » (Circulaire d'une banque belge, mai 1925)

Le résultat de cette campagne d'affolement fut une évaporation de capitaux de l'ordre de vingt-cinq milliards, d'après une estimation de M. Meynial, parue dans *la Revue d'Economie politique*.

Des esprits avertis se rendirent bientôt compte des effets désastreux d'une telle campagne et l'un des plus grands économistes de notre temps, M. Lucien Romier, écrivait, dans *le Figaro* du 4 mai 1925 ces lignes pleines de sagesse et de clairvoyance :

« Il est nécessaire, il est urgent d'atténuer les propagandes qui, par la diffusion du pessimisme, atteignent le crédit public. »

D'ailleurs ce n'était pas seulement en France que la campagne portait des fruits, mais aussi à l'étranger, et ceci d'autant plus qu'était grande la confiance des milieux internationaux en la traditionnelle sagesse de certains des journaux qui menaient la campagne. On en retrouve l'écho dans une lettre adressée par M. de Peretti de la Rocca, Ambassadeur de France à Madrid,

au Président du Conseil, le 9 mars 1923. L'éminent ambassadeur, après avoir indiqué les efforts qu'il fait pour rétablir la confiance des esprits en la solvabilité de la France ajoute mélancoliquement :

...« Mes interlocuteurs m'ont opposé *le Temps* qui chaque jour dénonce le gâchis financier, le crédit public mis en péril, l'impôt sur l'impôt... D'autres journaux d'opposition font également flèche de tout bois. Mais à l'étranger, on sait ce que valent leurs critiques. Il n'en est pas de même pour *le Temps*. Son influence est encore peut-être plus marquée, dans les milieux financiers que dans les milieux politiques. Incontestablement, on le considère à l'étranger comme le grand organe libéral et sage, partisan de la politique du juste milieu, aussi opposé aux initiatives subversives qu'aux mesures rétrogrades, et toujours prêt à interpréter la pensée officielle. La ligne de conduite qu'il suit aujourd'hui correspond trop exactement aux vues de certains financiers internationaux pour que, sous prétexte de saines finances, ils ne s'emparent pas des critiques qu'il formule. Votre Excellence sait l'usage qu'ils en font.

« L'administration du *Temps* ne peut pas ne pas se rendre compte que ce journal fournit actuellement à nos adversaires des armes empoisonnées. La liberté de la critique doit avoir pour limite l'intérêt patriotique et nos querelles de partis ne doivent jamais rompre le front français devant l'adversaire... *Le Temps* s'est trop souvent honoré en défendant ces thèses pour ne pas comprendre que dans le cas présent, il s'est laissé égarer par l'ardeur de l'opposition. »

Ces lignes sont à méditer. Elles sont pleines de justes constatations et d'enseignements précieux. Quand un observateur aussi averti et aussi bien placé que M. de Peretti de la Rocca écrit que « la ligne de conduite que suivent les journaux d'opposition correspond trop exactement aux vues des certains financiers internationaux pour que, sous prétexte de saines finances, ils ne s'emparent de critiques qu'ils formulent » on n'est pas sans frémir en songeant aux dangereuses répercussions de cette polémique excessive. Et quand l'ambassadeur fait allusion à l'usage que ces financiers internationaux font des critiques du *Temps* et des autres journaux d'opposition, on est bien obligé de remarquer qu'entre la campagne d'affolement et cet « usage », il y a un rapport de causalité, dont la lourde responsabilité retombe sur la presse.

Les lignes que l'éminent ambassadeur consacre à la situation spéciale du *Temps*, à ses antécédents remarquables, sont également tout à fait justes. Quand, dans l'histoire de la presse, un organe s'est acquis des états de service aussi brillants que *le Temps* au service des finances françaises, il est tenu par son passé, par la confiance unanime qui l'entoure, à une plus grande modération. En un mot, pour reprendre les termes mêmes de M. de Peretti de la Rocca : « La liberté de la critique doit avoir pour limite l'intérêt patriotique et nos querelles de partis ne doivent jamais rompre le front français devant l'adversaire. » On ne peut trouver expressions mieux appropriées et termes plus nobles pour caractériser cette idée. C'est en effet la

dangereuse rançon de la démocratie, où tout citoyen est libre de critiquer les actes du gouvernement, que cette liberté même d'opinion et d'expression puisse nuire aux intérêts généraux du pays. Il doit y avoir un juste équilibre entre la libre critique et les concours indispensables que chacun doit apporter à l'action gouvernementale. De 1924 à 1926 cet équilibre a été rompu au profit de certains financiers internationaux, au détriment à coup sûr du crédit public.

Contre une campagne de presse aussi dangereuse ne conviendrait-il pas au gouvernement de se défendre ? Nous croyons que si. Quand, au déclin de la Monarchie, les boutiques des libraires s'ornèrent d'un ouvrage nouveau de M. le Marquis de Mirabeau : *la Théorie de l'impôt*, et que la censure royale y découvrit les germes d'une hérésie fiscale, le roi fit embastiller cet imprudent Ami des hommes. La parution de l'ouvrage date du 11 décembre 1760 et l'arrestation du 16. La Monarchie ne perdait pas de temps pour étouffer la critique de ses méthodes. Certes il convient à la Troisième République de se montrer plus libérale. Ce n'est d'ailleurs pas par l'emprisonnement que l'on tue une idée. Devant le Tribunal d'appel qu'est la postérité, c'est l'Ami des hommes qui l'a emporté sur ses geôliers. Néanmoins, quand une action est engagée, il est fâcheux de voir des critiques trop vives risquer d'en compromettre le succès. Au moment où la bataille pour le crédit de l'Etat était engagée, il convenait que tous, abdiquant préférences de méthodes et de moyens, fassent bloc autour d'un gouvernement qui en régime de démocratie

est le représentant responsable et qualifié de l'intérêt collectif. Et d'ailleurs a-t-on agi autrement pendant la guerre ? La censure muselait la presse et filtrait les nouvelles et l'on ne fit jamais l'épreuve de la vérité. C'est qu'en effet devant une mauvaise nouvelle une foule ne peut garder le calme qui convient. La peur, l'affolement, la panique gagnent la masse. Le sang-froid est une vertu individuelle. Et quand aux heures sombres de 1917 et au début de 1918 la lassitude des combattants devint trop marquée, quand le découragement de l'arrière risqua de gangréner le front, que fit le gouvernement ? Il ferma la bouche aux peureux. Il créa ce néologisme, presque aussi dangereux qu'efficace d'ailleurs, de « défaitisme » et les Conseils de guerre firent le reste. Certes, en pleine période de paix, de telles mesures ne sont pas à envisager (1). Par leur gravité même, elles seraient susceptibles d'effrayer bien plus que de rassurer. Mais il en est d'autres que les gouvernements devraient pouvoir employer. Qu'est ce que ce défaitisme financier dont se faisaient l'écho les journaux que nous avons cités, sinon, pour reprendre l'expression qui nous occupe, une véritable atteinte au crédit de l'Etat. Et en période de crise, cette atteinte au crédit public n'est-elle pas infiniment plus grave venant des journaux dont nous avons parlé que les tentatives individuelles de prospec-

1. Un membre de la Chambre des Députés, appartenant cependant à un parti d'extrême gauche, n'hésitait pas à réclamer la constitution d'un véritable Directoire de Salut Public, se rencontrant en cela avec les membres les plus qualifiés de la Droite.

teurs plus ou moins suspects ? Dans le courant de l'hiver 1926, les murs de Paris étaient recouverts d'appels en faveur de la Souscription Volontaire, et sur une de ces affiches on pouvait lire cette fière déclaration du ministre des Finances, M. Raoul Peret : « Allons, relevons la tête ! Ce pays se sauvera une fois de plus lui-même ! » Et en même temps le lecteur, sceptique devant cet enthousiasme et cette confiance officiels, pouvait méditer sur les sinistres prévisions et les peu encourageants conseils des journaux. N'y avait-il pas là une intolérable contradiction ?

Or le gouvernement était désarmé. La loi sur la presse ne lui offrait aucun appui — et la loi du 12 février 1924, chargée cependant de réprimer les atteintes au crédit de l'Etat, laissait, de toutes les atteintes possibles, la plus dangereuse impunie. Il y a là une carence fâcheuse de la répression que n'avait pas prévue le législateur de 1924. C'est seulement quand la violence des articles dépassant même le cadre de critiques financières prenait nettement un caractère politique d'atteinte contre l'Etat, plus encore peut-être que contre son crédit, que l'on s'est décidé à agir. Nous faisons allusion aux poursuites dirigées contre M. Bernard de Vezins, chef de la Ligue d'Action française, rédacteur de l'affiche dont nous avons donné ci-dessus le texte, et contre un certain nombre de comparses qui l'avaient apposée dans différentes villes, notamment à Saint-Quentin, Montauban... Nous avons vu au prix de quelles difficultés les magistrats de Paris sont parvenus à faire rentrer ces poursuites dans le cadre de la loi de

1924. Nous devons donc regretter qu'un texte plus large, plus clair, plus précis, ne permette d'englober les uns et les autres dans une répression de ce délit social.

## CONCLUSION

### NÉCESSITÉ D'UNE RÉVISION LÉGISLATIVE

Arrivé au terme de cette étude, il nous reste, pour conclure, à nous demander si l'œuvre du législateur de 1924 mérite de rester dans notre monument législatif. A cette question, nous répondons sans hésitations : oui, mais pas dans sa forme actuelle.

Nous avons vu en effet à quelles difficultés d'interprétation se heurtent les lignes, en apparence si claires dans leur brièveté, de l'article 2 de la loi. Il a fallu toute l'ingéniosité des magistrats de la Cour d'appel de Rennes pour pouvoir faire tomber les moins intéressants et les plus nombreux des délinquants sous le coup de la loi. Or, en bonne justice, un magistrat ne doit pas avoir à se montrer ingénieux pour appliquer une loi. Le texte doit être clair, précis, et le rôle du juge correctionnel doit se borner à voir si le cas qui lui est soumis réunit bien les conditions exigées par la loi et à apprécier les éléments d'atténuation de la culpabilité. Il n'a pas à faire œuvre d'exégète. Il ne faut pas pour cela qu'on lui offre un texte obscur. Or tel est le cas de celui de 1924. Au lendemain de la promulgation de la loi, des esprits éminents se sont élevés contre les obscurités de la rédaction.

Écoutons le Professeur Pierre Garraud, le savant maître de Lyon : « Quelle imprécision là encore ! Voici un chef de bureau des titres d'un établissement de banque, voici un agent de change qui détournent un client d'acheter une rente en lui faisant prévoir une baisse, en lui dressant un noir tableau de l'avenir politique, et qui lui font acheter, au contraire, telle ou telle valeur industrielle ; pareil fait est-il punissable qui peut se renouveler des milliers de fois par jour ? Il y avait probablement des mesures répressives à prendre pour défendre notre devise et nos fonds d'Etat, encore ne fallait-il pas improviser une loi pour laquelle on est réduit, par crainte d'arbitraire, à espérer que la prudence des parquets l'enverra augmenter le nombre toujours plus grand des lois mortes aussitôt que nées (1). »

Constatant que c'est une loi mal faite, le Professeur Laborde-Lacoste, dans une note précitée (2), ajoute : « La constatation est d'autant plus regrettable, il faut le souligner, que la tâche du législateur en droit pénal est avant tout de définir très exactement et non par des formules vagues, les éléments de chaque infraction. Nos magistrats ne peuvent pas le suppléer dans ce rôle s'ils veulent respecter la grande règle protectrice des libertés individuelles : *nulla pœna sine lege*. Si telle qu'elle est rédigée la loi de 1924 est insuffisante

1. « L'état actuel de la législation et de la jurisprudence française relatives à l'accaparement, à la spéculation illicite et aux coalitions ». *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1924, p. 366.

2. Sirey, 1927. 1. 65.

pour assurer la protection du crédit public, qu'on la réforme en supprimant le but de dépréciation, le mobile, le motif final de dépréciation chez l'agent comme élément d'incrimination. »

C'est également l'avis du Professeur Henry. Nous pouvons donc dire que nous sommes en présence, pour reprendre l'expression qu'emploie le Professeur Capitant dans un article qui a eu un grand retentissement, « d'une de ces verrues qui déforment et déparent notre vieux Code (1) ».

Comment pourrait-il en être autrement d'ailleurs d'un texte préparé hâtivement par les services du Ministère, remanié en séance au Sénat après une discussion de quelques minutes et adopté par la Chambre sans discussion ?

Quelle doit donc être notre attitude en face de la loi du 12 février 1924 ?

Trois solutions se présentent immédiatement à l'esprit :

- 1<sup>o</sup> Maintenir le texte dans sa rédaction actuelle ;
- 2<sup>o</sup> Le supprimer purement et simplement ;
- 3<sup>o</sup> L'amender.

Après nos développements antérieurs, est-il besoin de dire que nous sommes en faveur de cette dernière solution !

Maintenir le texte dans sa rédaction actuelle serait à notre avis un non-sens. Cela équivaldrait à avoir l'air de défendre le crédit public et en réalité à le laisser

1. Henri Capitant, *Comment on fait les lois aujourd'hui*. Paris, 1917.

saboter par des démarcheurs sans scrupules ou des polémistes sans retenue. Vis-à-vis de ceux, nationaux ou étrangers, qui ont vraiment confiance dans le crédit de l'Etat français, qui répondent à chaque appel qu'il lance, ce serait une hypocrisie et une lâcheté ; car les atteintes que la loi laisse impunies risquent du même coup, en ébranlant le crédit, de mettre leurs capitaux prêtés en fâcheuse posture.

Supprimer purement et simplement la loi serait aussi une lourde faute ; se plaçant au point de vue économique et social, les adversaires de la loi ne manquent pas de déclarer qu'ils restent sceptiques quant à l'efficacité des interventions législatives en matière. « Un Etat, disent-ils, ne consolide pas la confiance qu'il inspire à coup de lois. L'élément psychologique du crédit dont nous signalions toute l'ampleur au début de cette étude reste rebelle à l'action du législateur. Seule une saine gestion financière peut restaurer un crédit ébranlé. Voyez plutôt ce qui s'est passé en France au début de 1926 ! » Il y a évidemment dans leur raisonnement une grande part de vérité. Le crédit est chose fragile et le Parlement en voulant le protéger a quelquefois la maladresse de l'ours de La Fontaine. Faites-nous de bonnes finances ; a-t-on envie de dire aux Parlementaires et vous n'aurez pas besoin de nous faire de mauvaises lois.

Cependant il convient de ne pas aller trop loin dans cette voie, car même avec des finances florissantes on trouvera toujours de naïfs porteurs de rentes, prêts à écouter les promesses mirifiques d'habiles bateleurs. Ceux-

là, en protégeant efficacement le crédit, il convient de les protéger contre eux mêmes. Certes le redressement financier opéré ces trois dernières années en rendant au franc la stabilité qui lui est nécessaire, en faisant remonter la valeur des titres de rente sur l'Etat, a rendu plus difficile la tâche de ceux qui cherchent à saper la confiance en l'Etat dans l'esprit populaire. Si le danger est passé, qui donc oserait prétendre qu'il ne peut revenir ? L'ère de sécurité qui semble s'ouvrir peut ne pas être éternelle, et ce serait de la mauvaise politique financière que de laisser pour l'avenir le crédit désarmé.

Il convient donc de maintenir le texte de 1924 dans notre législation, mais en l'amendant. Préparer un texte plus large, en supprimant la nécessité de prouver le mobile de spéculation ou de dépréciation, telle doit être la tâche du législateur.

Nous proposons, quant à nous, la rédaction suivante de l'article 2 :

« Sera puni de six mois à trois ans de prison et d'une amende de cinq à cinquante mille francs quiconque aura, même sans emploi de moyens frauduleux :

1° Opéré ou tenté d'opérer la baisse des devises nationales ;

2° Provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription, par des manœuvres ayant pour résultat d'amener la dépréciation de ces titres et effets publics.

La réforme que nous proposons porte donc sur deux points :

1° En ce qui concerne la baisse des devises nationales, suppression pure et simple du mobile de spéculation, qui risquerait de gêner la répression dans une matière particulièrement grave ;

2° En ce qui concerne la vente des titres de rente, étant donné que la répression pure et simple du mobile de dépréciation risquerait peut être de trop élargir le délit et de faire tomber sous le coup de la loi des personnes dont la bonne foi ne saurait évidemment être suspectée (1), nous proposons de remplacer les mots : « Dans un but de dépréciation », par les mots : « Par des manœuvres ayant pour résultat d'amener ou de risquer d'amener une dépréciation des titres de rente ou effets publics. »

Ainsi pourraient être poursuivis tous ceux dont les paroles ou les écrits présenteraient sciemment une gravité telle que la dépréciation des fonds d'Etat qui en résulterait dans l'esprit de leurs auditeurs ou lecteurs se traduirait par la vente de ces effets publics.

Notre texte croyons-nous, plus simple, plus large que le texte actuel ne se prêterait à aucune difficulté d'interprétation.

Mais dans quelque sens que s'opère la révision : suppression pure et simple du mobile ou élargissement du texte, nous émettons ce vœu que le législateur

1. Les adversaires de la loi ne manquent pas de signaler le cas de l'employé de banque qui conseille de bonne foi l'achat de valeurs industrielles de préférence à des fonds d'Etat et qui avec un élargissement du texte risquerait de tomber sous le coup de la loi. Nous croyons que notre formule éviterait de semblables abus.

n'attende pas pour agir que le danger soit de nouveau à nos portes. L'exemple de 1924 doit lui prouver que lorsqu'on légifère l'épée dans les reins on fait de la mauvaise besogne.

Une note parue dans la presse le 27 décembre 1928 faisait savoir que le groupe socialiste de la Chambre des députés s'était occupé de la question. Voici la teneur de la note communiquée aux journaux :

« Le groupe socialiste s'est réuni ce matin sous la présidence de M. Grumbach... Il a autorisé M. Chastanet à déposer une proposition de loi faisant obligation aux banques de procéder gratuitement à toutes les émissions pour le compte de l'Etat et réprimant les manœuvres des établissements financiers susceptibles de porter atteinte au crédit de l'Etat ». Nous ignorons quelle suite aura eu cette proposition et si le député de l'Isère a déposé un amendement à la loi de 1924.

Notre conclusion de toute cette étude sera donc la nécessité d'une révision de la loi. Il faut la rendre vraiment efficace si l'on veut pouvoir protéger ce crédit public sans lequel il ne saurait y avoir de sécurité pour l'Etat et qui sauvegarde matériellement et moralement, dans une large mesure, notre patrimoine national.

Vu : le Président de la thèse,  
HUGUENEY

Vu : le Doyen,  
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :  
le Recteur de l'Académie de Paris,  
CHARLÉTY



## BIBLIOGRAPHIE

*Barbier.* — Code expliqué de la presse, 2<sup>e</sup> édit. par P. Matter et J. Rondelet, 2<sup>e</sup> volumes. Marchal et Godde, 1911.

*Capitant (H.).* — La cause des obligations, 3<sup>e</sup> édit. Dalloz, 1925.

*Colin (A.) et Capitant (H.).* — Cours élémentaire de Droit civil français, 4<sup>e</sup> édit., 3 vol. Dalloz, 1925.

*Ferri (E.).* — Socialoga criminale, 4<sup>e</sup> édit.

— Difese penali a studi di giurisprudenza.

*Garraud (R.).* — Précis de Droit Criminel, 14<sup>e</sup> édit. Sirey 1926.

*Hamel (J.).* — La notion de cause dans les libéralités. Sirey, 1920.

*Jèze (G.).* — Cours de science des Finances : La technique du Crédit public. 1 vol. Giard, 1926.

*Roux. (J. A.).* — Cours de Droit criminel français, 2<sup>e</sup> édit. Sirey, 1927.

*Tchernoff (H.).* — Exportation et importation des capitaux et titres. Crédit de l'Etat. Emissions. Répertoires de change. 1 vol. Dalloz, 1926.

*Vidal et Magnol.* — Cours de Droit criminel et de Science pénitentiaire, 7<sup>e</sup> édit. Rousseau, 1927.



## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                     | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION.....                                                                                   | 5     |
| CHAPITRE PREMIER. — La notion d'atteinte au crédit de<br>l'Etat .....                               | 5     |
| CHAPITRE II. — Les textes législatifs en vigueur avant le<br>vote de la loi du 12 février 1924..... | 12    |
| CHAPITRE III. — Le vote de la loi du 12 février 1924....                                            | 17    |

### PREMIÈRE PARTIE

#### Economie générale de la loi.

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les éléments de l'incrimination.         | 23 |
| <i>Section I.</i> — Retrait des fonds des caisses publiques. | 23 |
| <i>Section II.</i> — Baisse des devises nationales.....      | 25 |
| <i>Section III.</i> — Baisse des effets publics.....         | 28 |
| CHAPITRE II. — Le système de répression.....                 | 32 |

### DEUXIÈME PARTIE

#### Examen critique de la loi.

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE PREMIER. — Les solutions de la jurispru-<br>dence.....                     | 39 |
| <i>Section I.</i> — Décisions interprétant strictement les<br>termes de la loi..... | 41 |

|                                                                                                                                             |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Section II.</i> — Décisions interprétant largement les termes de la loi.....                                                             | 48  |
| <i>Section III.</i> — Décisions relatives aux atteintes au crédit de l'Etat dans un but politique.....                                      | 56  |
| CHAPITRE II. — Critique des solutions de la jurisprudence.....                                                                              | 64  |
| <i>Section I.</i> — Le but de dépréciation, élément constitutif du délit .....                                                              | 65  |
| <i>Section II.</i> — La condition de but était elle réalisée dans les cas d'espèce soumis aux Tribunaux ?<br>But final et but immédiat..... | 77  |
| CHAPITRE III. — Les lacunes de la loi.....                                                                                                  | 90  |
| CONCLUSION.....                                                                                                                             | 101 |
| Nécessité d'une révision législative .....                                                                                                  | 101 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                                                                         | 109 |
| TABLE DES MATIÈRES.....                                                                                                                     | 111 |



